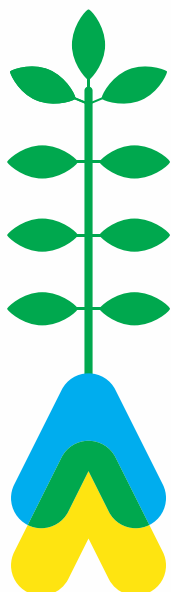




LE
MOUVEMENT
EST EN
MARCHE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL
2009



UN NOUVEAU POSITIONNEMENT

En mai 2009, la Société de transport de Montréal (« STM ») a déployé son nouveau positionnement. Cette initiative vise à inciter plus de gens à utiliser le transport collectif, que ce soit sur une base régulière ou occasionnelle. Ainsi, la **STM** (le « nous » en bleu) et la **population** (le « vous » en jaune) s'engagent (l'environnement en vert) à ouvrir le dialogue (le chevron intégrant les trois couleurs). D'une part, la Société continue de bonifier son offre de service selon les différents besoins de sa clientèle, tout en posant des gestes environnementaux dans ses activités quotidiennes. D'autre part, elle invite la population à faire sa part pour l'environnement en choisissant le transport collectif pour se déplacer. En faisant ce choix, c'est la qualité de vie de tous les citoyens qui s'en trouve améliorée.

Le mouvement est en marche! Joignez-vous à nous!

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

| | |
|-------------------------------------|---|
| Remerciements | 3 |
| Membres du conseil d'administration | 4 |
| Membres du comité de vérification | 5 |
| Organisation de la STM | 6 |
| Mot de la direction | 8 |
| Analyse des états financiers | 9 |

INFORMATIONS FINANCIÈRES

| | |
|---|----|
| Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière | 16 |
| Rapport des vérificateurs | 17 |
| États financiers | |
| État des résultats | 19 |
| Conciliations à des fins fiscales | |
| Excédent de fonctionnement à des fins fiscales | 20 |
| Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales | 21 |
| État de la situation financière | 22 |
| État de la variation de la dette nette | 23 |
| État des flux de trésorerie | 24 |
| Notes complémentaires | 25 |
| Tableaux complémentaires | |
| Tableau 1 - Excédent accumulé | 51 |
| Tableau 2 - Endettement total net à long terme | 54 |

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES NON VÉRIFIÉES

| | |
|---------------------------------|----|
| Résultats d'exploitation | 56 |
| Revenus par nature | 57 |
| Charges par nature | 59 |
| Charges par fonction | 60 |
| Financement des immobilisations | 62 |
| Dette à long terme | 63 |
| Ratios financiers | 65 |

INTRODUCTION

REMERCIEMENTS

L'élaboration du rapport financier annuel 2009 est le fruit du travail d'un grand nombre d'employés du Service des finances. Je tiens à remercier tous ceux et celles qui y ont contribué, tout particulièrement la Section - Comptabilité financière relevant de la Division - Gestion financière.

Angèle Dubé, CA

Chef de division

Nicole Racine, CA

Chef de section

Véronique Harvey, CA

Michel Bergeron, CA

Frédéric Thifault, CA

Conseillers corporatifs

Marie-Claude Champagne, CMA

Alain Ouellette, CGA

Conseillers

Jean-Claude Joseph, CGA

Alain Bouchard

Analystes

Stéphanie Deslongchamps

Audrey Gauthier

Adela Grigorescu

Techniciennes



Luc Tremblay, CA

Trésorier et directeur
Service des finances

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Michel Labrecque

Président
Représentant des clients du transport en commun

Monsieur Marvin Rotrand

Vice-président
Conseiller de la Ville de Montréal
Arrondissement de Côte-des-Neiges /
Notre-Dame-de-Grâce

Monsieur Bernard Blanchet

Conseiller de la Ville de Montréal
Arrondissement de Lachine

Madame Jocelyn Ann Campbell

Conseillère de la Ville de Montréal
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Monsieur John W. Meaney

Maire de la Ville de Kirkland

Monsieur Dominic Perri

Conseiller de la Ville de Montréal
Arrondissement de Saint-Léonard

Madame Monica Ricourt

Conseillère de la Ville de Montréal
Arrondissement de Montréal-Nord

Madame Marie Turcotte

Représentante des clients
du transport adapté

MEMBRES DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Monsieur Michel Labrecque

Président
Représentant des clients du transport en commun

Monsieur John W. Meaney

Vice-président
Maire de la Ville de Kirkland

Monsieur Yves Gauthier, FCA

Membre externe
Premier vice-président et chef de la direction financière
Valeurs Mobilières Desjardins

Monsieur Yves J. Beauchesne, CA, MBA, D. Fisc.

Membre externe
Associé principal
Lamarche et Beauchesne, stratégies et conseils s.e.n.c.

ORGANISATION DE LA STM

MISSION

Entreprise publique de transport en commun, la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») est au cœur du développement économique de la région de Montréal et contribue à la qualité de vie des citoyens et au développement durable.

Elle développe et exploite, pour sa clientèle, un réseau intégré. Elle assure avec courtoisie des déplacements fiables, rapides, sécuritaires et confortables par bus, métro ainsi que par son service de transport adapté.

Ses clients, ses employés et ses partenaires institutionnels et commerciaux sont fiers d'y être associés, car elle est reconnue pour livrer des services de qualité à juste coût.

GOUVERNANCE

Le conseil d'administration de la Société est désigné par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal parmi les membres de son conseil ordinaire et des conseils des autres municipalités dont le territoire est compris dans l'agglomération. Par ailleurs, deux membres sont choisis parmi la population de l'agglomération, soit un usager des services du transport en commun et un usager des services adaptés aux besoins des personnes handicapées.

RÔLE ET RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

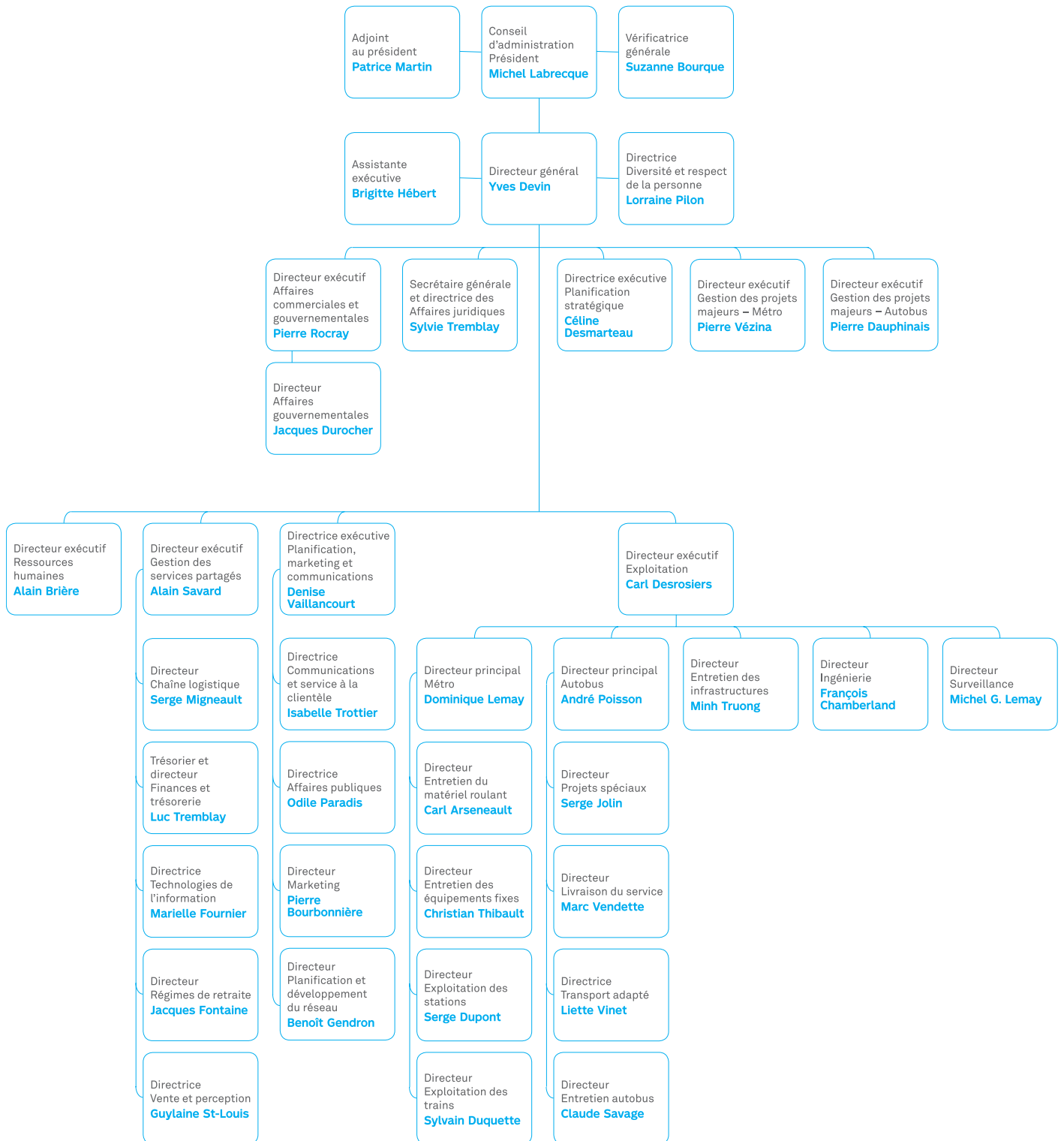
Le conseil d'administration exerce les fonctions et les pouvoirs de la Société et en détermine les grandes orientations. Il adopte le plan stratégique de développement du transport en commun sur le territoire qu'elle dessert. Il adopte annuellement le budget, le plan des effectifs et les programmes triennaux d'immobilisations. Il établit les différents titres de transport et en fixe les tarifs. Il approuve, abolit ou remplace les circuits de transport en commun et apporte les modifications permanentes aux parcours.

Pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions, le conseil d'administration s'est doté de huit comités techniques dont chacun est dédié à un domaine spécifique :

- Le comité des Arts et du Patrimoine artistique;
- Le comité du Service à la clientèle;
- Le comité des Finances;
- Le comité de Gouvernance et éthique;
- Le comité de Maintien des actifs, projets majeurs et environnement;
- Le comité Opérationnel;
- Le comité des Ressources humaines;
- Le comité de Vérification.

Enfin, la société en commandite Transgesco qui est une filiale en propriété exclusive, a pour principal mandat la gestion de divers partenariats avec des intervenants du secteur privé relativement à des activités commerciales connexes à celles de la Société.

ORGANISATION DE LA STM AU 31 DÉCEMBRE 2009



MOT DE LA DIRECTION

LE MOUVEMENT EST EN MARCHÉ POUR ASSURER LA RÉUSSITE DU TRANSPORT COLLECTIF

Malgré la crise économique et financière qui a sévi en 2009, la Société de transport de Montréal a réussi à maintenir le niveau d'achalandage historique atteint en 2008 portant ainsi à 382,8 millions le nombre total de déplacements. La bonification du service tout au long de l'année grâce au Programme d'amélioration de service en transport collectif (« PASTEC ») expliquent en bonne partie ce bon résultat. Les efforts semblent profitables puisque le taux moyen de satisfaction de la clientèle sur l'ensemble des aspects du service s'élève en outre à 86 %.

Financé à parts égales par le ministère des Transports du Québec et l'agglomération de Montréal, le PASTEC a permis l'accroissement de l'offre de service en 2009 avec une hausse de 7,2 % du service des bus, le portant à 77,3 millions de kilomètres, et le maintien du niveau de service au réseau du métro, soit 76,9 millions de kilomètres. Ce programme, qui vise à accroître de 16 % l'offre de service pour ainsi augmenter de 8 % l'achalandage d'ici 2011, porte fruit. Pour la période s'échelonnant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2009, l'achalandage a connu une croissance de 5,4 %, alors que la Société a bonifié l'offre de service dans le réseau bus et métro de 18,5 %. Cette nouvelle tendance en matière d'offre de transport démontre avec éloquence la place qui revient à moyen et long termes au transport collectif.

Les nouvelles sources de revenus de 38,0 M\$ prévues au budget 2009 ne se sont malheureusement pas concrétisées. Cependant, la Société a réussi à réduire ses besoins de 19,1 M\$, portant ainsi le déficit de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales à 18,9 M\$, lequel a été comblé par une contribution additionnelle de l'agglomération de Montréal. Rappelons que ce déficit s'explique d'une part par les coûts de systèmes non compensés par l'inflation et d'autre part, par le coût de la dette généré par les investissements majeurs de 368,2 M\$ nécessaires au maintien et au remplacement d'infrastructures vieillissantes.

Les firmes de notation Moody's et Standard & Poor's ont reconnu la qualité, l'efficacité et la performance de la gestion de la Société en lui accordant respectivement les cotes de crédit de Aa2 et A+. Dans le contexte financier difficile en 2009, ces excellentes cotes lui ont permis de compléter deux émissions de dette à des taux d'intérêts avantageux totalisant 384,5 M\$, portant ainsi la dette totale à 1 181,8 M\$.

Force est de constater que tous les efforts mis de l'avant demeurent insuffisants pour assurer l'augmentation de l'offre de service prévue. Comme les coûts d'opérations continuent d'augmenter et que les besoins d'investissements sont grandissants, il faut que la Société puisse bénéficier de nouvelles sources de financement dédiées, indexées et récurrentes. Ceci lui permettra en outre de soutenir la croissance de l'achalandage de ses réseaux et ainsi contribuer significativement à l'objectif québécois de réduire les émissions de GES de 20 % d'ici 2020. À l'instar de la Ville de Montréal, la Société propose une hausse de la taxe sur l'essence jusqu'à concurrence de 13,2 cents pour se donner un cadre financier stable et récurrent.

Le mouvement est en marche! Joignez-vous à nous!



Yves Devin
Directeur général



Alain Savard, ing., MBA
Directeur exécutif
Gestion des services partagés

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars)

| | | 2009 | 2008 |
|---|-----------|------------------|--------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations |
| REVENUS DE FONCTIONNEMENT | | | |
| Revenus-clients | 464 309 | 463 187 | 444 717 |
| Contributions et subventions avant contribution additionnelle de l'agglomération de Montréal | 533 649 | 504 320 | 456 065 |
| Revenus du fonds d'amortissement | 5 037 | 7 058 | 6 023 |
| Autres revenus | 26 702 | 27 711 | 24 202 |
| | 1 029 697 | 1 002 276 | 931 007 |
| Charges et affectations à des fins fiscales | 1 029 697 | 1 021 219 | 949 186 |
| Déficit de fonctionnement à des fins fiscales avant contribution additionnelle de l'agglomération de Montréal | - | (18 943) | (18 179) |
| Contribution additionnelle de l'agglomération de Montréal | - | 18 943 | 22 000 |
| Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | - | - | 3 821 |
| Actif total | | 2 986 737 | 2 636 594 |
| Passif | | 1 535 424 | 1 447 827 |
| Excédent accumulé | | 1 451 313 | 1 188 767 |
| | | 2 986 737 | 2 636 594 |
| Acquisitions d'immobilisations | 637 960 | 368 173 | 316 673 |
| Émissions de dette à long terme | 576 109 | 384 500 | - |
| Dette à long terme | | 1 181 848 | 887 303 |
| Endettement total net à long terme | | 493 142 | 413 692 |
| Liquidités provenant de l'exploitation | | 272 919 | 177 681 |
| Achalandage (en millions de déplacements) | 389,8 | 382,8 | 382,5 |
| Revenus du fonds d'amortissement en % | 4,00 % | 4,35 % | 6,22 % |
| Taux d'intérêt moyen sur la dette à court terme | | 1,44 % | 3,39 % |
| Taux d'intérêt moyen sur la dette à long terme | | 5,00 % | 4,99 % |
| Cote de crédit selon les firmes de notation : | | | |
| Moody's | | Aa2 | Aa2 |
| Standard & Poor's | | A+ | A+ |

CHANGEMENT DE RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Tel qu'annoncé dans son Rapport financier 2008, la Société, qui se qualifie maintenant comme « autre organisme du secteur public » selon la nouvelle préface des normes comptables du secteur public modifiée en décembre 2009, a choisi d'appliquer ce référentiel comptable. Le choix de ce référentiel est conforme aux dispositions législatives prévues dans sa Loi constitutive et répond aux besoins de ses principaux utilisateurs tout en simplifiant le processus de préparation de ses états financiers annuels.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

Conséquemment, les états financiers de l'exercice antérieur, qui étaient dressés selon les normes comptables du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») - *Comptabilité*, ont été redressés pour tenir compte des différences avec les normes du nouveau référentiel comptable, soit le Manuel de l'ICCA pour le secteur public.

Les principaux changements dans les traitements comptables sont au niveau des avantages sociaux futurs, où il y a des différences entre le secteur public et le secteur privé au niveau de la méthode de comptabilisation, au niveau de la non comptabilisation des instruments financiers dérivés qui répondent à la comptabilité de couverture, au niveau des immobilisations en ce qui a trait au reclassement des stocks de fournitures et de pièces de rechange ainsi que des actifs incorporels, au niveau de la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation des placements à long terme et finalement, au niveau de la présentation globale des états financiers. Ces modifications comptables ont été appliquées rétroactivement.

Enfin, comme la Société est un organisme public de transport en commun selon la classification faite par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (le « MAMROT »), ses états financiers comprennent des renseignements sur les particularités de la comptabilité des administrations municipales au Québec en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, tout en reflétant les dispositions législatives qui influencent la présentation de l'information financière. Conformément à ces normes, la notion de subvention reportée est inexistante, d'où l'abandon de leur comptabilisation. De plus, la Société présente certaines informations financières établies à des fins fiscales; l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales, l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales, la ventilation de l'excédent accumulé et l'endettement total net à long terme. Ces informations supplémentaires ont été incluses dans les états financiers. Les composantes de l'excédent accumulé ne sont pas présentées dans l'état de la situation financière mais dans un tableau complémentaire (tableau 1).

EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES

Pour l'exercice financier 2009, la Société a enregistré des revenus de fonctionnement de 1 002,3 M\$. Les charges, quant à elles, se sont élevées à 970,1 M\$, dégageant ainsi un excédent de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales de 32,2 M\$. Une fois les ajustements de la conciliation à des fins fiscales effectués, la Société termine l'exercice financier 2009 en équilibre grâce à la contribution additionnelle de 18,9 M\$ de l'agglomération de Montréal.

REVENUS DE FONCTIONNEMENT

Les revenus de fonctionnement sont en hausse de 71,3 M\$ par rapport à 2008, mais affichent un manque à gagner de 27,4 M\$ par rapport au budget.

Les revenus-clients se sont chiffrés à 463,2 M\$, soit une augmentation de 18,5 M\$ comparativement à l'année 2008, et ce, malgré la crise économique et financière ayant occasionné des milliers de pertes d'emplois (35 000 en moyenne) dans la grande région de Montréal en 2009. La Société a légèrement dépassé son niveau d'achalandage historique atteint en 2008. En effet, la Société a transporté plus de 382,8 millions clients cette année. Conformément à son engagement, elle a mis en place toutes les améliorations de service planifiées. Le Programme « Sorties en famille » a permis à plus d'un million d'enfants de bénéficier de la gratuité la fin de semaine et les jours fériés, un vif succès fort apprécié des montréalais. De plus, ses efforts de promotion, de même que les partenariats qu'elle a développés avec les grands générateurs de déplacements, ont certainement contribué à ce résultat. Il faut souligner aussi les effets de l'implantation du système de vente et perception qui a grandement soutenu l'atteinte des résultats financiers en matière de revenus-clients.

Finalement, la Société n'a qu'à se réjouir des résultats de sa stratégie de maintenir le cap en période de tourmente car elle affiche des revenus-clients additionnels de près de 20 millions de dollars de plus qu'en 2008.

L'agglomération de Montréal a majoré sa contribution au transport en commun de 27,2 M\$ par rapport à 2008, dont 18,9 M\$ pour absorber le déficit de fonctionnement à des fins fiscales, portant ainsi son apport à la Société à 350,9 M\$ (contribution de base : 332,0 M\$ et contribution additionnelle : 18,9 M\$).

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

Au chapitre des subventions, le gouvernement du Québec a accru son apport de 19,9 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Le PASTEC affiche une hausse de 13,2 M\$ suite à la croissance de l'offre de service de bus et de métro. Ce programme est issu de la Politique québécoise du transport collectif et vise à augmenter l'achalandage du transport en commun de 8 % et l'offre de service de 16 % d'ici 2011. Pour la période s'échelonnant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2009, l'achalandage a connu une croissance de 5,4 % alors que la Société a bonifié l'offre de service de 18,5 % (incluant le prolongement du métro à Laval).

L'augmentation du service de dette a fait en sorte que le gouvernement du Québec a augmenté sa contribution au titre du programme d'aide au transport collectif de personnes d'un montant de 3,9 M\$. La subvention relative au service de transport adapté s'est accrue quant à elle de 2,3 M\$.

Alors que nos revenus-clients augmentaient de 4,2 % et que l'agglomération de Montréal et les municipalités hors de l'agglomération de Montréal haussaient leur contribution respectivement de 8,4 % et de 24,4 %, les contributions régionales sont restées en 2009 au même niveau qu'en 2008. En effet, l'aide métropolitaine reliée aux déplacements sur le réseau du métro qui devait être versée en fonction des déplacements réellement effectués, a été plafonnée en 2009, ce qui représente un manque à gagner de 2,6 M\$.

Les autres revenus affichent une hausse de 4,5 M\$ par rapport à 2008 dont 4,0 M\$ proviennent de l'encaissement de ristournes d'assurance.

CHARGES

Malgré des hausses de 3,8 M\$ par rapport à 2008 pour le service de transport adapté et de 13,3 M\$ pour les intérêts et frais de financement, les charges affichent une baisse de 14,6 M\$ suite à des charges moindres de 31,7 M\$ du service bus et métro. Cette baisse résulte de l'application d'une norme comptable touchant les avantages sociaux futurs qui a pour effet, en 2009, de constater une réduction de charge de 96,4 M\$. En vertu des allègements fiscaux permis par le MAMROT, cette réduction de charge n'affecte pas l'excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales. Elle est plutôt imputée au montant à pourvoir dans le futur à l'état de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales. N'eût été de cette réduction de charge reliée aux avantages sociaux futurs, les charges réelles du service bus et métro se seraient élevées à 957,0 M\$, ce qui correspond au montant budgété et à une augmentation de 64,8 M\$ par rapport à 2008.

Tel que mentionné précédemment, si on exclut la réduction de charge relative aux avantages sociaux futurs de 96,4 M\$, la hausse des coûts du service bus et métro par rapport à 2008 est principalement attribuable aux éléments suivants : la bonification de l'offre de service dans le cadre du PASTEC qui a généré une hausse de 7,2 % du kilométrage des bus et des coûts additionnels de 29,8 M\$ dont 50 % est assumé par le Gouvernement du Québec, l'indexation de la masse salariale qui a causé une hausse de 17,7 M\$ et enfin, la charge en carburant qui a augmenté de 5,4 M\$ et qui s'explique par la hausse de service au réseau des bus.

L'augmentation des charges du service de transport adapté résulte d'une croissance de 6,8 % des déplacements réalisés par rapport à 2008. Cette croissance est toutefois inférieure à la croissance prévue au budget.

L'augmentation des intérêts et frais de financement de 13,3 M\$ est principalement attribuable au fait qu'en 2009, 384,5 M\$ de nouvelles dettes à long terme ont été émises afin de financer l'investissement massif requis qui permettra de renouveler les infrastructures vieillissantes de la Société. Ce nouveau financement à long terme a causé une hausse des intérêts sur la dette à long terme de 11,3 M\$.

Ces frais de financement sont inférieurs de 10,4 M\$ par rapport au budget puisque la Société prévoyait des investissements et, conséquemment, des emprunts plus importants au cours de l'exercice 2009. Certains investissements ont également été financés à 100 % par le programme de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL), ce qui a réduit le besoin de financement et la charge d'intérêts.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES

Les revenus d'investissement présentent un écart défavorable de 196,6 M\$. Cet écart s'explique par l'impact des acquisitions d'immobilisations qui sont de 269,8 M\$ inférieures au budget. Parmi les investissements qui n'ont pas été réalisés, notons le retard dans l'octroi du contrat des voitures de métro, le retard dans l'échéancier des livraisons de bus et le report de l'acquisition d'un terrain devant servir à la construction d'un nouveau centre de transport.

Compte tenu de la non réalisation de certaines acquisitions d'immobilisations, le financement à long terme des activités d'investissement a été moindre de 57,9 M\$ par rapport au montant budgétisé.

Les investissements ont tout de même progressé de 51,5 M\$ par rapport à 2008, pour atteindre 368,2 M\$ en 2009. La majorité des investissements sont des projets pour renouveler les infrastructures vieillissantes de la Société.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers affichent une croissance de 100,0 M\$ par rapport à 2008 qui résulte principalement de l'augmentation de 18,4 M\$ au niveau de la contribution de l'agglomération de Montréal à recevoir et de 57,6 M\$ au niveau des subventions à recevoir. Les actifs financiers sont composés des principaux éléments suivants :

PLACEMENTS DU FONDS D'AMORTISSEMENT

Les placements du fonds d'amortissement sont les placements de 14 fonds dédiés au remboursement de certaines dettes à long terme. Au 31 décembre 2008, les placement du fonds d'amortissement s'élevaient à 155,3 M\$. Au cours de l'exercice 2009, des contributions de 58,9 M\$ ont été effectuées et un montant de 45,0 M\$ a été prélevé afin de rembourser une partie de la dette à long terme. Le solde des placements du fonds d'amortissement s'établit donc à 169,2 M\$ au 31 décembre 2009. Les placements du fonds d'amortissement ont permis de générer un rendement s'élevant à 7,1 M\$ (6,0 M\$ en 2008), soit un rendement de 4,35 % (6,2 % en 2008). Ce rendement est supérieur à la cible fixée pour 2009 de 4,0 %.

CONTRIBUTION DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL À RECEVOIR

La hausse de 18,4 M\$ est principalement due à l'octroi d'une contribution supplémentaire au montant de 18,9 M\$ afin d'absorber le déficit de fonctionnement de la Société. Ce montant était à recevoir au 31 décembre 2009.

SUBVENTIONS À RECEVOIR

La hausse de 57,6 M\$ est tributaire des montants à recevoir des subventions relatives aux immobilisations provenant du gouvernement du Québec en fonction des différents programmes d'aide. Il y a eu une augmentation de 117,3 M\$ au niveau des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme suite aux investissements massifs en infrastructures. Enfin, il y a eu une diminution de 57,0 M\$ au niveau des subventions à recevoir dans le cadre du programme SOFIL due aux sommes importantes qui ont été encaissées en 2009.

AUTRES DÉBITEURS

Les autres débiteurs sont constitués des revenus régionaux à recevoir de l'Agence métropolitaine de transport de 7,6 M\$, des réclamations de taxes aux différents gouvernements de 5,5 M\$, des comptes clients généraux de 15,6 M\$ et d'autres débiteurs totalisant 4,0 M\$.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

PASSIFS

Les passifs affichent une hausse de 87,6 M\$ résultant principalement d'une diminution des emprunts temporaires de 172,8 M\$ contrebalancée par une augmentation de la dette à long terme de 294,5 M\$. La hausse des passifs est directement reliée aux acquisitions d'immobilisations.

DETTE À LONG TERME

Au 31 décembre 2008, la dette à long terme s'élevait à 887,3 M\$. En 2008, la crise mondiale du crédit rendait le financement à long terme difficile à obtenir tandis qu'en 2009, la stratégie de financement de la Société a permis d'émettre 384,5 M\$ de nouvelles dettes à long terme. Au cours de l'exercice 2009, les remboursements sur la dette à long terme se sont chiffrés à 89,9 M\$. La dette à long terme au 31 décembre 2009 s'élève donc à 1 181,9 M\$.

PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Ce poste comprend les montants constatés à l'état de la situation financière pour les régimes de retraite ainsi que les autres avantages post-emploi et post-retraite.

Les évaluations actuarielles pour fins de capitalisation et de solvabilité au 31 décembre 2008 ne sont toujours pas disponibles en raison d'un nouveau projet de loi modifiant la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* qui devrait être adoptée le 30 avril 2010. Pour les évaluations aux fins comptables, la direction a donc pris les hypothèses les plus probables.

Le passif au titre des avantages sociaux futurs de 4,6 M\$ au 31 décembre 2009 comprend deux montants débiteurs de nature différente. Un premier montant de 13,2 M\$ correspond à l'avantage futur escompté auquel la Société a droit en vertu d'une « clause banquier » prévue à l'un de ses régimes de retraite. Un deuxième montant débiteur de 96,4 M\$ découle du plafonnement de l'actif au titre des prestations constituées tel qu'exigé par les normes comptables portant sur les avantages de retraite. La contrepartie de cet actif se traduit par une réduction de charge au titre des avantages sociaux futurs à l'état des résultats. En vertu des allègements fiscaux permis par le MAMROT suite à la crise financière qui a sévi en 2008, cette réduction de charge est affectée au montant à pourvoir dans le futur dans l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

ACTIFS NON FINANCIERS

Les actifs non financiers sont en hausse de 250,1 M\$. Cette hausse est principalement causée par l'augmentation de 246,3 M\$ au niveau des immobilisations.

IMMOBILISATIONS

Ce poste représente la valeur nette des immobilisations de la Société. La variation entre la valeur de 2008, de 1 705,7 M\$ et celle de 2009, de 1 952,0 M\$ s'explique par des acquisitions de 368,2 M\$ diminuées de l'amortissement de 119,7 M\$ et de la valeur non amortie des immobilisations corporelles disposées de 2,2 M\$.

Les principales acquisitions de l'exercice proviennent de l'achat de bus pour un montant de 110,9 M\$, du programme de rénovation des équipements fixes pour un montant de 173,0 M\$, du programme de rénovation des stations visant le remplacement ou la réfection des infrastructures du métro et de l'agrandissement du centre de transport Legendre de 11,5 M\$.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

AUTRES ÉLÉMENTS

COMMANDE CENTRALISÉE DU MÉTRO

Dans le cadre du programme Réno-Systèmes, la Société décidait en 2003 de remplacer la commande centralisée du métro dont les principaux systèmes dataient de 1988. La commande centralisée est un vaste système intégrant plusieurs technologies matérielles s'interfaçant avec plusieurs systèmes et comportant une architecture logicielle, le tout assurant la conduite centralisée du métro.

En cours de réalisation, la complexité du projet « Systèmes et logiciel – Centre de contrôle » a augmenté de façon importante en raison des précisions techniques issues du développement concourant de plusieurs autres nouveaux systèmes de télécommunication tels que la télétransmission par fibre optique, la radiocommunication, la téléphonie, l'information aux voyageurs et la vidéosurveillance et a entraîné des reports importants dans l'échéancier de réalisation. La date prévue de mise en oeuvre de la commande centralisée est maintenant prévue pour l'automne 2012. Dans le but de prévenir de nouveaux reports, un jalon de contrôle a été introduit dans la stratégie de réalisation du projet en 2010. Ce jalon permettra à la Société de confirmer la poursuite ou l'arrêt de ce projet dès septembre 2010 à la suite de la réalisation d'importants essais de performance.

ACQUISITION DE VOITURES DE MÉTRO

Conformément à l'autorisation ministérielle du 22 janvier dernier, un avis public international d'intention a été publié par la Société pour l'acquisition des voitures de métro. À l'expiration du délai de cet avis d'intention, le 1^{er} mars dernier, la Société avait reçu deux expressions d'intérêt.

Un processus rigoureux d'analyse des documents soumis a été mis en place aux fins de vérifier si les expressions d'intérêt déposées par ces deux entreprises sont conformes aux exigences formulées dans l'avis public international, notamment en ce qui concerne : la technologie demandée (dont des voitures sur pneumatiques), le contenu canadien (60 %), la capacité technique et financière et les délais de livraison.

La Société, accompagnée d'experts indépendants, poursuit l'analyse des expressions d'intérêt. Selon les conclusions de son analyse, la Société pourrait retourner en appel d'offres international, ce qui occasionnerait possiblement des délais de un à deux ans avant d'octroyer un contrat.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En vertu de l'article 138 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (L. R. Q. chapitre S-30.01), le rapport financier annuel de la Société de transport de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2009, a été déposé au conseil d'administration de la Société le 7 avril 2010.

Les états financiers et toute l'information figurant dans le présent rapport financier sont la responsabilité de la direction de la Société et ont été approuvés par le conseil d'administration. La direction s'est également assurée de la concordance entre les états financiers et toutes les autres informations divulguées dans le rapport financier.

Les états financiers contiennent certains montants fondés sur l'utilisation du jugement professionnel, d'estimations et dont la présentation découle d'une appréciation de leur importance relative. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société.

La direction de la Société, visant l'intégrité et l'objectivité des informations financières, maintient des systèmes de contrôle interne comptables et administratifs de qualité. La direction estime que ces systèmes de contrôle interne qui ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte, que les politiques de l'entreprise sont suivies, que les opérations sont effectuées conformément aux autorisations appropriées et que les actifs de la Société sont adéquatement comptabilisés et protégés, permettent d'obtenir une assurance raisonnable que les registres comptables sont fiables et forment une assise appropriée pour la préparation des états financiers.

C'est principalement par l'intermédiaire de son comité de vérification, composé de membres du conseil d'administration et de membres externes, que le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers contenus dans le rapport financier. Le comité de vérification revoit les états financiers et recommande leur approbation par le conseil d'administration.

Les états financiers ont été vérifiés conjointement par le Vérificateur général de la Ville de Montréal et par Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l. dont les services ont été retenus par le conseil d'administration sur recommandation du comité de vérification.



Alain Savard, ing., MBA
Directeur exécutif
Gestion des services partagés



Luc Tremblay, CA
Trésorier et directeur
Service des finances

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du conseil d'administration de la
Société de transport de Montréal

Nous avons vérifié l'état de la situation financière de la Société de transport de Montréal (la «Société») au 31 décembre 2009 ainsi que les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2009 ainsi que des résultats de son exploitation, de sa variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.
Comptable agréé auditeur permis no 10881

Montréal
Le 1^{er} avril 2010

Jacques Bergeron, CA, MBA, M.Sc
Comptable agréé auditeur

Montréal
Le 1^{er} avril 2010

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2009

ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | | | 2009 | 2008 |
|---|-------|----------------|------------------------|------------------|
| | Notes | Budget | Réalisations | Réalisations |
| REVENUS | | | | |
| Fonctionnement | | | | |
| Revenus-clients | 4 | 464 309 | 463 187 | 444 717 |
| Contribution de l'agglomération de Montréal | | 332 000 | 332 000 | 301 700 |
| Contribution additionnelle de l'agglomération de Montréal | | - | 18 943 ^(a) | 22 000 |
| Subventions | 5 | 102 133 | 94 760 | 74 829 |
| Contributions régionales et des municipalités hors de l'agglomération de Montréal | 6 | 61 516 | 58 617 | 57 536 |
| Nouvelles sources de revenus | | 38 000 | - | - |
| Autres revenus | 7 | 31 739 | 34 769 | 30 225 |
| | | 1 029 697 | 1 002 276 | 931 007 |
| Investissement | | | | |
| Contribution de l'agglomération de Montréal | | 5 703 | 8 483 | 10 417 |
| Subventions | 5 | 421 212 | 221 874 | 186 413 |
| | | 426 915 | 230 357 | 196 830 |
| | | 1 456 612 | 1 232 633 | 1 127 837 |
| CHARGES | | | | |
| Service bus et métro | | 956 556 | 860 554 ^(b) | 892 215 |
| Service de transport adapté | | 52 061 | 48 475 | 44 696 |
| Intérêts et frais de financement | 8 | 71 507 | 61 058 | 47 747 |
| | | 1 080 124 | 970 087 | 984 658 |
| Excédent de l'exercice | | 376 488 | 262 546 | 143 179 |
| Excédent accumulé au début de l'exercice | | | | |
| Solde de l'excédent accumulé au début de l'exercice initialement établi | | | 196 239 | 239 486 |
| Redressement | 2 | | 992 528 | 806 102 |
| Solde redressé | | | 1 188 767 | 1 045 588 |
| Excédent accumulé à la fin de l'exercice | | | 1 451 313 | 1 188 767 |

^(a) Cette contribution additionnelle a servi à combler le déficit de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales.

^(b) Voir la section « Analyse des états financiers - Excédent de fonctionnement à des fins fiscales » sous la rubrique « Charges ».

EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | | 2009 | 2008 |
|--|-----------------|-------------------------|--------------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations |
| | | | (redressé, note 2) |
| EXCÉDENT DE L'EXERCICE | 376 488 | 262 546 | 143 179 |
| Moins : revenus d'investissement | (426 915) | (230 357) | (196 830) |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales | (50 427) | 32 189 | (53 651) |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | |
| Immobilisations | | | |
| Produit de cession | - | 1 194 | 116 |
| Amortissement | 90 217 | 119 650 | 100 400 |
| Perte sur cession | - | 1 026 | 2 192 |
| | 90 217 | 121 870 | 102 708 |
| Financement | | | |
| Remboursement de la dette à long terme | (89 955) | (89 955) | (63 868) |
| Variation du financement à recevoir | 11 421 | 481 | 6 920 |
| Subvention sur le remboursement de la dette à long terme et sur la contribution au fonds d'amortissement | 55 844 | 51 594 | 48 894 |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 5 040 | 143 | 8 828 |
| | (17 650) | (37 737) | 774 |
| Affectations | | | |
| Activités d'investissement | (1 567) | (6 786) | (6 273) |
| Fonds d'amortissement | (21 014) | (13 843) | (38 322) |
| Fonds de roulement | (2 059) | (1 377) | (1 377) |
| Excédent de fonctionnement non affecté | 4 000 | 3 821 | 1 582 |
| Montant à pourvoir dans le futur | (1 500) | (98 137) ^(a) | (1 620) |
| | (22 140) | (116 322) | (46 010) |
| | 50 427 | (32 189) | 57 472 |
| Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | - | -^(b) | 3 821 |

^(a) Voir la section « Analyse des états financiers - Excédent de fonctionnement à des fins fiscales » sous la rubrique « Charges ».

^(b) Inclut la contribution additionnelle de l'agglomération de Montréal de 18,9 M\$ qui a servi à combler le déficit de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales.

EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | Budget | 2009 Réalizations | 2008 Réalizations |
|--|------------------|----------------------|----------------------|
| | | | (redressé, note 2) |
| REVENUS D'INVESTISSEMENT | 426 915 | 230 357 | 196 830 |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | |
| Immobilisations | | | |
| Acquisitions | | | |
| Terrains | (25 167) | - | - |
| Immeubles | (13 333) | (82 204) | (303) |
| Réseau initial et prolongements du métro | - | (84) | (167) |
| Améliorations aux infrastructures du métro | (154 340) | (169 767) | (48 561) |
| Infrastructures locales | - | (2 371) | (3) |
| Matériel roulant - bus | (158 576) | (90 095) | (61 716) |
| Matériel roulant - minibus | (2 193) | (1 483) | (1 483) |
| Matériel roulant - autres | - | (2 769) | (1 962) |
| Équipements de bureau et logiciels | (15 949) | (54 358) | (20 458) |
| Machinerie, outillage et équipements | (142 282) | (24 082) | (56 107) |
| Immobilisations en cours | (126 120) | 59 040 | (125 913) |
| | (637 960) | (368 173) | (316 673) |
| Financement | | | |
| Financement à long terme des activités d'investissement | 207 175 | 149 263 | 6 560 |
| Affectations | | | |
| Activités de fonctionnement | 1 567 | 6 786 | 6 273 |
| Soldes disponibles des règlements d'emprunts fermés | 2 303 | - | 1 073 |
| | 3 870 | 6 786 | 7 346 |
| | (426 915) | (212 124) | (302 767) |
| Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales | - | 18 233 | (105 937) |

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | Notes | 2009 | 2008 |
|--|-------|------------------|--------------------|
| | | | (redressé, note 2) |
| ACTIFS FINANCIERS | | | |
| Encaisse et placements temporaires | | 20 558 | 9 901 |
| Placements du fonds d'amortissement | 9 | 169 177 | 155 334 |
| Contribution de l'agglomération de Montréal à recevoir | | 27 426 | 9 033 |
| Subventions à recevoir | 10 | 692 109 | 634 470 |
| Contributions régionales et des municipalités hors de l'agglomération de Montréal à recevoir | 11 | 29 658 | 27 092 |
| Autres débiteurs | 12 | 32 678 | 34 982 |
| Placements à long terme | 13 | 5 005 | 5 775 |
| | | 976 611 | 876 587 |
| PASSIFS | | | |
| Emprunts temporaires | 14 | 86 961 | 259 807 |
| Créditeurs et frais courus | 15 | 261 982 | 190 858 |
| Dette à long terme | 16 | 1 181 848 | 887 303 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs | 17 | 4 633 | 109 859 |
| | | 1 535 424 | 1 447 827 |
| DETTE NETTE | | (558 813) | (571 240) |
| ACTIFS NON FINANCIERS | | | |
| Immobilisations | 18 | 1 952 002 | 1 705 699 |
| Stocks | | 34 225 | 33 189 |
| Autres actifs non financiers | 19 | 23 899 | 21 119 |
| | | 2 010 126 | 1 760 007 |
| EXCÉDENT ACCUMULÉ | | 1 451 313 | 1 188 767 |

Engagements (note 22)

Éventualités (note 23)

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | Budget | 2009 | 2008 |
|--|------------------|------------------|--------------------|
| | | | (redressé, note 2) |
| Excédent de l'exercice | 376 488 | 262 546 | 143 179 |
| Variation des immobilisations | | | |
| Acquisitions | (637 960) | (368 173) | (316 673) |
| Produit de cession | - | 1 194 | 116 |
| Amortissement | 90 217 | 119 650 | 100 400 |
| Perte sur cession | - | 1 026 | 2 192 |
| | (547 743) | (246 303) | (213 965) |
| Variation des stocks | (1 036) | (1 036) | (5 443) |
| Variation des autres actifs non financiers | (2 780) | (2 780) | (12 071) |
| | (3 816) | (3 816) | (17 514) |
| Variation de la dette nette | (175 071) | 12 427 | (88 300) |
| Dette nette au début de l'exercice | (571 240) | (571 240) | (482 940) |
| Dette nette à la fin de l'exercice | (746 311) | (558 813) | (571 240) |

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | Note | 2009 | 2008 |
|--|------|-----------|--------------------|
| | | | (redressé, note 2) |
| Activités de fonctionnement | | | |
| Excédent de l'exercice | | 262 546 | 143 179 |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | | |
| Quote-part du bénéfice d'une filiale | | (1 630) | (3 455) |
| Amortissement des immobilisations | | 119 650 | 100 400 |
| Perte sur cession d'immobilisations | | 1 026 | 2 192 |
| | | 381 592 | 242 316 |
| Variation nette des éléments hors caisse | 20 | (108 673) | (64 635) |
| | | 272 919 | 177 681 |
| Activités d'investissement en immobilisations | | | |
| Acquisitions | | (368 173) | (316 673) |
| Produit de cession | | 1 194 | 116 |
| Variation des dépôts pour l'achat de bus | | (934) | (10 384) |
| | | (367 913) | (326 941) |
| Activités d'investissement en placements | | | |
| Amortissement des primes et escomptes sur les placements du fonds d'amortissement | | 1 203 | 385 |
| Acquisition de placements du fonds d'amortissement | | (60 099) | (65 852) |
| Produit de cession de placements du fonds d'amortissement | | 45 053 | 27 145 |
| Distribution d'une filiale | | 2 400 | 4 800 |
| | | (11 443) | (33 522) |
| Activités de financement | | | |
| Variation nette des emprunts temporaires | | (172 846) | 189 172 |
| Émission de dette à long terme | | 384 500 | - |
| Remboursement de la dette à long terme net des refinancements | | (89 955) | (63 868) |
| Variation des frais d'émission de la dette à long terme | | (4 605) | 15 |
| | | 117 094 | 125 319 |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | | | |
| | | 10 657 | (57 463) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice | | | |
| | | 9 901 | 67 364 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de de l'exercice | | | |
| | | 20 558 | 9 901 |

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués uniquement de l'encaisse.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (L. R. Q. chapitre S-30.01) et a pour responsabilité d'organiser et de fournir le transport en commun, principalement sur le territoire de l'Île de Montréal.

La Société est exonérée d'impôt sur le revenu des sociétés selon le paragraphe 149 (1) (c) de la *Loi de l'impôt* sur le revenu et selon l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec*.

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En décembre 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a modifié la préface des normes comptables pour le secteur public, éliminant le concept d'organisme public de type commercial. En vertu de la nouvelle préface, la Société se qualifie maintenant à titre d'autre organisme du secteur public et pourra appliquer le référentiel de son choix, soit le référentiel du secteur public ou celui des entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes correspondant à celui du secteur privé, pour la préparation de ses états financiers des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Au 1er janvier 2009, la Société a adopté de façon anticipée cette modification comptable et a ainsi adopté les normes comptables du secteur public, qui permettent de satisfaire aux exigences de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (L.R.Q. Chapitre S-30.01) et aux besoins de consolidation de l'agglomération de Montréal.

Conséquemment, les états financiers de l'exercice antérieur qui étaient dressés selon les normes comptables de l'ICCA - *Comptabilité* ont été redressés pour tenir compte des différences avec les normes du nouveau référentiel comptable, soit le Manuel de l'ICCA pour le secteur public. Les modifications de conventions comptables dans les traitements comptables telles que décrites ci-dessous ont été appliquées rétroactivement au 1er janvier 2008. Les états financiers de l'exercice antérieur ont été redressés pour tenir compte de ces modifications.

a) Avantages sociaux futurs

La Société a appliqué rétroactivement les recommandations des chapitres SP 3250 - *Avantages de retraite* et SP 3255 - *Avantages postérieurs à l'emploi, congés rémunérés et prestations de cessation d'emploi*. Selon ces recommandations, la Société constate, pour chacun de ses régimes à prestations déterminées, une charge et un passif en fonction des services rendus par les salariés.

Auparavant, la Société constatait une charge et un passif au titre des avantages sociaux futurs selon les recommandations du chapitre 3461 - *Avantages sociaux futurs* lesquelles diffèrent de celles du SP 3250 - *Avantages de retraite* pour les principaux éléments suivants : selon le chapitre 3461, le taux d'intérêt pour le calcul de l'obligation est basé sur le rendement des obligations corporatives de qualité supérieure alors que selon le chapitre SP 3250, la Société utilise son propre taux d'emprunt à long terme ou le taux de rendement prévu sur les actifs de la caisse; selon le chapitre 3461, le coût des services passés est amorti sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active alors que selon le chapitre SP 3250, il est reflété directement aux charges mais les gains actuariels non reconnus peuvent servir à réduire ce coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

b) Subventions reportées et débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme

Les subventions pour immobilisations sont comptabilisées au moment où les conditions donnant droit à ces aides gouvernementales ou municipales sont remplies. Auparavant, la Société comptabilisait des subventions reportées lors de l'acquisition d'immobilisations donnant lieu à l'encaissement de subventions octroyées en fonction de programmes d'aide ou d'ententes particulières. Elles étaient virées aux résultats sur la même base que la charge d'amortissement des immobilisations.

c) Immobilisations, stocks et actifs incorporels

Les stocks de fournitures et de pièces de rechange servant à la réparation des équipements et pouvant être utilisés sur plus d'un exercice sont dorénavant présentés à titre de stocks. Auparavant, les stocks qui servaient à la réparation des équipements devaient être présentés à titre d'immobilisations.

En ce qui concerne les logiciels, ils ne sont plus présentés distinctement dans une note au titre d'actifs incorporels, mais plutôt à titre d'immobilisations dans les équipements de bureau et logiciels.

d) Instruments financiers

La Société ne comptabilise plus les instruments financiers dérivés (contrats de swaps de devises, de taux d'intérêt et de marchandises), s'il y a couverture des risques de variation des taux de change, des taux d'intérêt ainsi que du prix des marchandises, tant et aussi longtemps que la couverture est efficace. Auparavant, la portion efficace de la relation de couverture était comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu et la portion inefficace était comptabilisée à l'état des résultats.

e) Placements à long terme

La Société a appliqué les recommandations du chapitre SP 3070 - *Participations dans des entreprises publiques*. Selon ces recommandations, les placements à long terme détenus par la Société sont comptabilisés selon la méthode modifiée de la valeur de consolidation plutôt que selon la consolidation intégrale. Cette méthode se distingue de la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation dans la mesure où les méthodes comptables des filiales ne sont pas harmonisées avec celles de la Société.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

f) Présentation des états financiers

La Société a adopté les recommandations du chapitre SP 1200 - *Présentation des états financiers*. La présentation des états financiers est basée sur le concept de la dette nette. En vertu de ce modèle, la Société présente dorénavant les quatre états financiers suivants : l'état des résultats, l'état de la situation financière, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie. Toutefois, conformément au modèle élaboré par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (le « MAMROT »), la Société présente aussi, dans son rapport financier annuel, certaines informations financières établies à des fins fiscales. Outre la ventilation de l'excédent accumulé dans différents postes définis au tableau 1, ces informations financières, définies ci-dessous, sont incluses dans les états financiers.

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

L'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales présente la conciliation à des fins fiscales de l'excédent ou du déficit déterminé à l'état des résultats et permet d'évaluer si la Société satisfait à son obligation légale d'équilibre budgétaire.

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales

L'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales présente l'utilisation des revenus d'investissement apparaissant à l'état des résultats en termes d'acquisitions d'immobilisations, de financement et d'affectations.

Endettement total net à long terme

L'endettement total net à long terme représente la dette totale à la charge de la Société déduction faite des montants accumulés au fonds d'amortissement pour son remboursement et des débiteurs à affecter au remboursement.

La mise en application rétroactive de ces recommandations a eu pour effet de redresser les soldes d'ouverture, établis selon les normes comptables du secteur privé ainsi que de l'excédent accumulé des exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2009.

Par conséquent, la Société a également redressé ses états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008. L'incidence de ce redressement sur l'état des résultats et l'état de la situation financière est présentée dans les tableaux ci-après, avec indication à la référence aux modifications de conventions comptables expliquées précédemment. Le redressement n'a eu aucune incidence sur les flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

REDRESSEMENT DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ

| | Références aux modifications de conventions comptables | 2009 | 2008 |
|---|--|------------------|------------------|
| Excédent accumulé au début initialement établi selon les normes comptables du secteur privé | | 196 239 | 239 486 |
| Avantages sociaux futurs | a | 13 510 | 14 638 |
| Subventions reportées et débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme | b | 945 263 | 796 254 |
| Immobilisations, stocks et actifs incorporels | c | 1 667 | 1 667 |
| Instruments financiers | d | 31 090 | (6 932) |
| Redressement des filiales | e | 998 | 475 |
| | | 992 528 | 806 102 |
| Excédent accumulé au début redressé selon les normes comptables du secteur public | | 1 188 767 | 1 045 588 |

REDRESSEMENT DE L'ÉTAT DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

| | Soldes initialement établis | Références aux modifications de conventions comptables | Augmentation (diminution) | Soldes redressés |
|---|-----------------------------|--|---------------------------|------------------|
| REVENUS | | | | |
| Fonctionnement | | | | |
| Revenus-clients | 444 717 | | - | 444 717 |
| Contribution de l'agglomération de Montréal | 301 700 | | - | 301 700 |
| Contribution additionnelle de l'agglomération de Montréal | 22 000 | | - | 22 000 |
| Subventions | 75 710 | b | (881) | 74 829 |
| Contributions régionales et des municipalités hors de l'agglomération de Montréal | 57 536 | | - | 57 536 |
| Autres revenus | 31 697 | e | (1 472) | 30 225 |
| | 933 360 | | (2 353) | 931 007 |
| Investissement | | | | |
| Contribution de l'agglomération de Montréal | - | b | 10 417 | 10 417 |
| Subventions | 47 422 | b | 138 991 | 186 413 |
| | 47 422 | | 149 408 | 196 830 |
| | 980 782 | | 147 055 | 1 127 837 |
| CHARGES | | | | |
| Service bus et métro | 896 312 | a, d, e | (4 097) | 892 215 |
| Service de transport adapté | 44 696 | | - | 44 696 |
| Intérêts et frais de financement | 50 912 | d | (3 165) | 47 747 |
| | 991 920 | | (7 262) | 984 658 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | (11 138) | | 154 317 | 143 179 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

REDRESSEMENT DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2008

| | Soldes initialement établis | Références aux modifications de conventions comptables | Augmentation (diminution) | Soldes redressés |
|---|-----------------------------------|---|------------------------------|---------------------|
| ACTIFS FINANCIERS | | | | |
| Encaisse et placements temporaires | 11 129 | e | (1 228) | 9 901 |
| Placements du fonds d'amortissement | 158 755 | d | (3 421) | 155 334 |
| Contribution de l'agglomération de Montréal à recevoir | 9 033 | | - | 9 033 |
| Subventions à recevoir | 636 753 | b | (2 283) | 634 470 |
| Contributions régionales et des municipalités hors de l'agglomération de Montréal à recevoir | 27 092 | | - | 27 092 |
| Autres débiteurs | 35 882 | e | (900) | 34 982 |
| Placements à long terme | - | e | 5 775 | 5 775 |
| | 878 644 | | (2 057) | 876 587 |
| PASSIFS | | | | |
| Emprunts temporaires | 259 807 | | - | 259 807 |
| Créditeurs et frais courus | 189 561 | d, e | 1 297 | 190 858 |
| Instruments financiers dérivés | 36 225 | d, e | (36 225) | - |
| Dettes à long terme | 886 249 | d, e | 1 054 | 887 303 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs | 123 369 | a | (13 510) | 109 859 |
| Subventions reportées | 947 546 | b | (947 546) | - |
| | 2 442 757 | | (994 930) | 1 447 827 |
| DETTE NETTE | (1 564 113) | | 992 873 | (571 240) |
| ACTIFS NON FINANCIERS | | | | |
| Immobilisations | 1 714 544 | c | (8 845) | 1 705 699 |
| Actifs incorporels | 18 626 | c | (18 626) | - |
| Stocks | 4 094 | c | 29 095 | 33 189 |
| Autres actifs non financiers | 23 088 | e | (1 969) | 21 119 |
| | 1 760 352 | | (345) | 1 760 007 |
| EXCÉDENT ACCUMULÉ | 196 239 | | 992 528 | 1 188 767 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

En tant qu'autre organisme public, les états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») applicables aux administrations locales recommandés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'ICCA.

Les principales conventions comptables utilisées sont les suivantes :

a) Méthode de comptabilité

La comptabilisation des transactions aux livres de la Société s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

b) Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux PCGR du Canada, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont les revenus régionaux, les subventions, les durées de vie utile des immobilisations aux fins de l'amortissement, l'établissement des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme, les hypothèses relatives à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs ainsi que les provisions à l'égard des passifs et des réclamations en justice.

c) Conversion des devises

La Société utilise la méthode temporelle pour la conversion de ses comptes exprimés en devises. Les éléments d'actifs et de passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière.

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date des transactions. Les gains et les pertes de change sont inclus dans l'excédent de l'exercice.

d) Constatation des revenus

Les revenus tirés du transport des clients sont constatés à l'état des résultats au moment où les titres de transport sont utilisés par la clientèle. Pour ce qui est des titres hebdomadaires ou mensuels, les revenus sont constatés dans la période où ces titres sont valides.

Les contributions et subventions sont constatées à l'état des résultats lorsque les conditions donnant droit à ces aides gouvernementales ou municipales sont remplies.

Les autres revenus comprennent essentiellement des redevances de publicité, des recouvrements, des droits afférents aux tarifs réduits et cartes à puce ainsi que des revenus de placements du fonds d'amortissement qui serviront au remboursement de la dette à long terme. Ils sont comptabilisés lorsque l'opération à l'origine de leur constatation a été réalisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

e) Encaisse et placements temporaires

L'encaisse et placements temporaires se composent des soldes bancaires, de l'encaisse ou des découverts bancaires ainsi que des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Les placements du fonds d'amortissement, que l'entité ne peut utiliser pour les opérations courantes parce qu'ils sont affectés au remboursement de certaines dettes à long terme, ne sont pas inclus à ce poste.

f) Placements du fonds d'amortissement

Les placements du fonds d'amortissement sont composés principalement d'obligations et de coupons d'obligations qui sont comptabilisés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime à l'acquisition des placements est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance du placement auquel cet élément se rapporte.

g) Contributions et subventions à recevoir

Les débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement. Ces taux sont établis à partir des modalités du programme d'aide au transport collectif de personnes du gouvernement du Québec et d'ententes particulières.

h) Placements à long terme

Les participations dans les filiales sont présentées selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

i) Charges et passif au titre des avantages sociaux futurs

Les régimes d'avantages sociaux futurs de la Société sont tous des régimes à prestations déterminées.

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de ce passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction reliée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas cinq ans.

Le coût des services passés, relié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2009, cette durée de service moyenne restante varie de 4 à 16 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

j) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

| | |
|--|-----------------------|
| Immeubles | 40 ans |
| Réseau initial et prolongements du métro | 40 et 100 ans |
| Améliorations aux infrastructures du métro | 15, 25, 40 et 100 ans |
| Infrastructures locales | 20 et 40 ans |
| Infrastructures régionales | 20 et 40 ans |
| Matériel roulant – bus | 13 à 16 ans |
| Matériel roulant – minibus | 5 ans |
| Matériel roulant – autres | 5 et 10 ans |
| Améliorations locatives | Durée du bail |
| Équipements de bureau et logiciels | 5 et 10 ans |
| Machinerie, outillage et équipements | 15 ans |

Les immobilisations sont amorties dès leur date de mise en service. Les immobilisations en cours (projets en voie de réalisation) et les immobilisations mises hors service ne font pas l'objet d'un amortissement. Lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de celle-ci est réduit pour refléter sa baisse de valeur.

Les immobilisations reçues sans contrepartie sont comptabilisées au coût de l'autorité gouvernementale chargée de les développer.

Les intérêts sur les sommes destinées à financer l'acquisition d'immobilisations sont capitalisés jusqu'à la mise en service de ces biens.

k) Stocks

Les stocks de fournitures et de pièces de rechange comprennent essentiellement des pièces utilisées pour l'entretien du matériel roulant et des infrastructures de la Société. Ils sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur nette de réalisation, celle-ci correspondant au coût de remplacement.

l) Autres actifs non financiers

Les frais d'émission de la dette à long terme sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

m) Obligations environnementales

La Société comptabilise un passif environnemental lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

n) Instruments financiers dérivés

La Société conclut périodiquement des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt ainsi que des contrats de swaps sur marchandises avec d'importantes institutions financières pour se protéger en partie des fluctuations de taux de change, d'intérêt et du prix de certains achats (carburant). La Société n'a pas recours à des instruments financiers à des fins spéculatives.

Dans le cadre de la gestion de ses risques de devises et de taux d'intérêt sur la dette à long terme, la Société documente en bonne et due forme son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture ainsi que les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts. Ce processus consiste à rattacher ces instruments financiers dérivés à des actifs et passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

La Société utilise divers instruments dérivés en vue de transformer les flux de trésorerie d'une dette libellée en devises et comportant un taux d'intérêt variable, en flux de trésorerie d'une dette à taux fixe libellée en dollars canadiens créant ainsi un instrument synthétique. La comptabilité des instruments synthétiques est utilisée pour rendre compte des actifs et des passifs constituant l'instrument synthétique. Par conséquent, la Société comptabilise ceux-ci comme s'il s'agissait de la dette que l'on cherche à reproduire.

La Société utilise périodiquement des contrats de swaps sur marchandises pour se couvrir des fluctuations du prix du carburant. Les gains et pertes qui y sont reliés sont constatés dans l'état des résultats au cours de la période où ils sont réalisés et sont présentés avec la charge relative à l'élément couvert.

o) Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec les données budgétaires, ajustées conformément aux PCGR du Canada applicables aux administrations locales recommandés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'ICCA.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

4. REVENUS-CLIENTS

| | 2009 | 2008 |
|----------------------------------|----------------|----------------|
| Service bus et métro | 415 157 | 400 579 |
| Service de transport adapté | 2 686 | 2 325 |
| Revenus régionaux ^(a) | 45 344 | 41 813 |
| | 463 187 | 444 717 |

^(a) Les revenus régionaux attribuables à la Société proviennent du partage de la vente des titres de transport métropolitain effectuée par l'Agence métropolitaine de transport (l'« AMT »).

5. SUBVENTIONS

| | 2009 | 2008 |
|---|----------------|----------------|
| Fonctionnement | | |
| Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes ^(a) | 29 675 | 25 804 |
| Programme d'amélioration des services de transport en commun ^(b) | 29 724 | 16 558 |
| Service de transport adapté ^(c) | 34 779 | 32 467 |
| Autres | 582 | - |
| | 94 760 | 74 829 |
| Investissement | | |
| Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes ^(a) | 169 039 | 102 081 |
| Programme d'amélioration des services de transport en commun ^(b) | - | 20 299 |
| Programme de financement des infrastructures locales du Québec ^(d) | 46 246 | 56 816 |
| Programme d'amélioration de la sécurité dans les transports ^(e) | 6 523 | 5 842 |
| Programme de démonstration en transport urbain ^(f) | 66 | 1 375 |
| | 221 874 | 186 413 |
| | 316 634 | 261 242 |

^(a) Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes (PAGTCP)

En vertu du programme d'aide au transport collectif de personnes du gouvernement du Québec et d'ententes particulières, la Société est éligible à des subventions relatives aux acquisitions d'immobilisations admissibles incluant les intérêts des dettes à long terme afférentes à l'achat de bus, à la construction d'immeubles, à la rénovation des stations de métro, à la rénovation de voitures de métro et aux autres charges précises, à des taux variant de 50 % à 75 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

5. SUBVENTIONS (SUITE)

^(b) Programme d'amélioration des services de transport en commun (PASTEC)

La Société est éligible à une subvention pouvant atteindre un maximum de 50 % des charges de fonctionnement (ou dans certains cas d'investissement) reconnues admissibles par le ministère des Transports, ceci sur une période de 5 ans, à compter de l'année 2007. L'objectif de ce programme, issu de la Politique québécoise du transport collectif, vise à augmenter l'achalandage du transport en commun de 8 % d'ici 2011. Cette aide gouvernementale pourrait atteindre jusqu'à 48,0 M\$ en 2011 si la croissance de l'offre de service de la Société atteint un niveau de 16 %.

^(c) Service de transport adapté

En vertu du programme d'aide au transport adapté du gouvernement du Québec, la Société est éligible à une subvention qui comprend une enveloppe indexée annuellement ainsi qu'un montant alloué en fonction de la croissance des déplacements réalisés.

^(d) Programme de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL)

En vertu des pouvoirs conférés à la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL), la Société est éligible à une subvention égale à 84,5 % des acquisitions d'immobilisations jugées admissibles par le ministère des Transports, ceci à compter de l'année 2006. À cette subvention s'ajoute une contribution de l'agglomération de Montréal au taux de 15,5 %, portant ainsi la subvention totale en regard des acquisitions admissibles à 100 %.

^(e) Programme d'amélioration de la sécurité dans les transports (Sureté-transit)

Ce programme du gouvernement fédéral vise à accroître la sécurité des utilisateurs du transport en commun en mettant l'accent sur les systèmes, la formation et les équipements. Ce programme subventionne jusqu'à 75 % des charges admissibles.

^(f) Programme de démonstration en transport urbain (PDTU)

Ce programme, financé par Transports Canada, vise à mettre en œuvre des projets de démonstration afin de promouvoir des approches innovatrices en matière de réduction de gaz à effet de serre.

6. CONTRIBUTIONS RÉGIONALES ET DES MUNICIPALITÉS HORS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

| | 2009 | 2008 |
|--|---------------|---------------|
| Contributions régionales | | |
| Reliées aux déplacements sur le réseau du métro ^(a) | 45 073 | 43 933 |
| Reliées aux déplacements sur les lignes de bus métropolitaines ^(a) | 5 447 | 5 714 |
| Reliées aux équipements et infrastructures ^(b) | 1 207 | 1 267 |
| Intégration tarifaire ^(c) | 1 497 | 2 286 |
| | 53 224 | 53 200 |
| Contribution des municipalités hors de l'agglomération de Montréal ^(d) | 5 393 | 4 336 |
| | 58 617 | 57 536 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

6. CONTRIBUTIONS RÉGIONALES ET DES MUNICIPALITÉS HORS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (SUITE)

(a) Bus et métro

La Société reçoit de l'AMT une aide pour les déplacements effectués sur le réseau de transport métropolitain par métro et par bus.

(b) Équipements et infrastructures régionaux

En vertu de l'article 37 de la *Loi sur l'Agence métropolitaine de transport*, l'AMT doit acquérir de la Société les équipements et les infrastructures nécessaires au réseau de transport métropolitain par bus. Au 31 décembre 2009, le contrat précisant la date et les modalités de transfert de ces actifs n'est pas signé. Cependant, l'AMT rembourse à la Société les coûts d'exploitation de ceux-ci.

(c) Intégration tarifaire

Aide métropolitaine versée aux organismes de transport dont l'objectif est de s'assurer, pour chaque zone tarifaire, qu'aucun organisme n'assume une portion du rabais lié aux tarifs réduits et intermédiaires qui soit supérieure à celle accordée aux acheteurs de titres TRAM (carte mensuelle intégrée qui permet d'accéder aux réseaux de trains de banlieue, de bus et de métro de la région métropolitaine) de cette zone.

(d) Contribution des municipalités hors de l'agglomération de Montréal

Le 22 février 2007, le gouvernement du Québec a signé une entente concernant les règles de partage du déficit « métropolisable » du métro pour une durée de 5 ans, soit de 2007 à 2011. La contribution totale des municipalités hors de l'agglomération de Montréal est préétablie pour la période de l'entente.

7. AUTRES REVENUS

| | 2009 | 2008 |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Publicité | 13 674 | 14 199 |
| Quote-part du bénéfice d'une filiale | 1 630 | 3 455 |
| Revenus du fonds d'amortissement | 7 058 | 6 023 |
| Ristournes d'assurance | 4 048 | - |
| Autres | 8 359 | 6 548 |
| | 34 769 | 30 225 |

8. INTÉRÊTS ET FRAIS DE FINANCEMENT

| | 2009 | 2008 |
|------------------------------------|---------------|---------------|
| Frais de financement à court terme | 4 092 | 2 105 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 56 966 | 45 642 |
| | 61 058 | 47 747 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

9. PLACEMENTS DU FONDS D'AMORTISSEMENT

| | 2009 | 2008 |
|--------------------------------------|----------------|---------|
| Encaisse | 24 994 | 38 240 |
| Obligations et coupons d'obligations | 143 200 | 116 316 |
| Intérêts à recevoir | 983 | 778 |
| | 169 177 | 155 334 |

Les échéances des obligations et coupons d'obligations détenus par la Société s'établissent comme suit :

| | Placements garantis par le gouvernement du Québec | Taux d'intérêt nominal pondéré |
|---------------|--|-----------------------------------|
| 2010 | 29 909 | 5,58 % |
| 2011 | 8 398 | 5,03 % |
| 2012 | 13 171 | 4,27 % |
| 2013 | 27 162 | 4,41 % |
| 2014 | 33 282 | 3,46 % |
| Plus de 5 ans | 57 255 | 4,03 % |
| | 169 177 | |

10. SUBVENTIONS À RECEVOIR

| | 2009 | 2008 |
|---|----------------|---------|
| Gouvernement du Québec | | |
| Débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme | 558 353 | 374 710 |
| Débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme non encore émise | 42 307 | 108 643 |
| Programme de financement des infrastructures locales | 28 192 | 85 163 |
| Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes | 11 105 | 25 775 |
| Service de transport adapté | 13 121 | 12 840 |
| Programme d'amélioration des services de transport en commun | 38 179 | 20 204 |
| | 691 257 | 627 335 |
| Gouvernement du Canada | | |
| Programme d'amélioration de la sécurité dans les transports | 627 | 6 325 |
| Agence métropolitaine de transport | | |
| Immobilisations | 225 | 810 |
| | 692 109 | 634 470 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

11. CONTRIBUTIONS RÉGIONALES ET DES MUNICIPALITÉS HORS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL À RECEVOIR

| | 2009 | 2008 |
|--|---------------|---------------|
| Contributions régionales | 25 857 | 24 125 |
| Contribution des municipalités hors de l'agglomération de Montréal | 3 801 | 2 967 |
| | 29 658 | 27 092 |

12. AUTRES DÉBITEURS

| | 2009 | 2008 |
|---|---------------|---------------|
| Revenus régionaux | 7 566 | 10 231 |
| Réclamations de taxes aux gouvernements | 5 542 | 5 448 |
| Comptes clients généraux | 15 591 | 16 605 |
| Autres | 3 979 | 2 698 |
| | 32 678 | 34 982 |

Une provision pour mauvaises créances de 2,6 M\$ (2,7 M\$ en 2008) a été déduite des autres débiteurs.

13. PLACEMENTS À LONG TERME

| | 2009 | 2008 |
|---|--------------|--------------|
| Participation dans une filiale, comptabilisée selon la méthode modifiée de la valeur de consolidation | 4 990 | 5 760 |
| Autre filiale | 15 | 15 |
| | 5 005 | 5 775 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

14. EMPRUNTS TEMPORAIRES

La Société dispose d'une autorisation d'emprunt pour ses charges d'exploitation courantes et celles effectuées en vertu d'un règlement d'emprunt jusqu'à concurrence de 600,0 M\$.

De ce montant, une somme de 500,0 M\$ peut être empruntée, en tout ou en partie, au moyen de billets, acceptations bancaires ou autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme, à un taux n'excédant pas le taux préférentiel des banques à charte. Le terme de remboursement de chacun des billets, acceptations bancaires ou autres titres ne doit pas excéder un an, à compter de leur date d'émission. Au 31 décembre 2009, la valeur nominale des émissions en papier commercial totalise 87,0 M\$ (259,8 M\$ en 2008) et le taux moyen sur les emprunts temporaires est de 1,44 % (3,39 % en 2008).

La Société dispose également d'une marge de crédit avec privilège d'utilisation sous forme de billets à demande de 100,0 M\$ (40,0 M\$ en 2008). Le taux d'intérêt accordé sur cette marge de crédit est le taux de base de l'institution bancaire calculé au jour le jour et payable le dernier jour de chaque mois. Le taux moyen pour l'exercice financier 2009 a été de 2,43 % (4,73 % en 2008). Au 31 décembre 2009, la marge de crédit utilisée se chiffre à 0,1 M\$ (3,1 M\$ en 2008) et porte intérêt au taux de 2,25 % (3,50 % en 2008).

La *Loi sur les sociétés de transport en commun* prévoit que l'agglomération de Montréal est garante des engagements et obligations de la Société, ce qui inclut les emprunts temporaires contractés par la Société.

15. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

| | 2009 | 2008 |
|---|----------------|----------------|
| Fournisseurs et frais courus | 141 336 | 106 406 |
| Salaires et charges sociales | 75 139 | 51 211 |
| Revenus perçus d'avance | 15 520 | 8 973 |
| Intérêts courus sur la dette long terme | 12 406 | 9 769 |
| Autres | 17 581 | 14 499 |
| | 261 982 | 190 858 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

16. DETTE À LONG TERME

| | 2009 | 2008 |
|---|-----------|---------|
| Obligations et emprunts bancaires, à des taux d'intérêt fixes qui varient de 3,75 % à 6,85 % (3,50 % à 6,85 % en 2008), échéant de février 2010 à novembre 2027 | 1 181 848 | 887 303 |

La dette à long terme est constituée d'obligations et d'emprunts bancaires qui sont des obligations directes et générales de la Société. La *Loi sur les sociétés de transport en commun* prévoit que l'agglomération de Montréal est garante des engagements et obligations de la Société, ce qui inclut la dette à long terme contractée par la Société.

La Société utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 207,0 M\$ (122,4 M\$ en 2008). Ces swaps éliminent en totalité les risques de taux de change et d'intérêt.

Les versements estimatifs sur la dette à long terme au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

| Année d'échéance | 2009 | | | | 2008 | |
|------------------|----------------------------------|--------------|----------------|------------------------|----------------------------------|------------------------|
| | Dollars canadiens ^(a) | À refinancer | Échéance nette | Taux d'intérêt pondéré | Dollars canadiens ^(a) | Taux d'intérêt pondéré |
| 2009 | - | - | - | - | 89 955 | 5,72 % |
| 2010 | 25 642 | - | 25 642 | 4,83 % | 25 642 | 4,82 % |
| 2011 | 28 016 | 4 541 | 23 475 | 4,97 % | 28 016 | 4,97 % |
| 2012 | 68 740 | 15 400 | 53 340 | 5,30 % | 68 740 | 5,27 % |
| 2013 | 27 400 | 14 340 | 13 060 | 5,14 % | 27 400 | 5,14 % |
| 2014 | 182 100 | 27 900 | 154 200 | 4,91 % | - | - |
| 1 à 5 ans | 331 898 | 62 181 | 269 717 | 5,01 % | 239 753 | 5,34 % |
| 6 à 10 ans | 630 652 | 34 300 | 596 352 | 4,88 % | 512 752 | 4,83 % |
| 11 ans et plus | 219 298 | 14 000 | 205 298 | 5,31 % | 134 798 | 4,97 % |
| | 1 181 848 | 110 481 | 1 071 367 | 5,00 % | 887 303 | 4,99 % |

^(a) Incluant les emprunts contractés en devises et faisant l'objet d'une couverture.

| Variation de la dette à long terme | 2009 | 2008 |
|--|------------------|----------------|
| Solde au début de l'exercice | 887 303 | 951 171 |
| Nouveaux emprunts | 384 500 | - |
| Remboursement | (89 955) | (63 868) |
| Solde à la fin de l'exercice | 1 181 848 | 887 303 |
| Répartition de la dette à long terme | | |
| Montants accumulés au fonds d'amortissement | 169 177 | 155 334 |
| Montants à recouvrer pour le remboursement de la dette à long terme de l'agglomération de Montréal | 454 318 | 357 259 |
| du gouvernement du Québec | 558 353 | 374 710 |
| | 1 012 671 | 731 969 |
| | 1 181 848 | 887 303 |

La juste valeur de la dette à long terme se chiffre à 1 222,4 M\$ (909,2 M\$ en 2008). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 29,4 M\$ (22,2 M\$ en 2008).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| 17. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS | 2009 | 2008 |
|--|-----------|---------|
| Régimes de retraite à prestations déterminées | (100 218) | 8 734 |
| Autres régimes de retraite | 104 851 | 101 125 |
| | 4 633 | 109 859 |

Les charges relatives aux régimes à prestations déterminées se chiffrent à -47,1 M\$ (45,7 M\$ en 2008).

a) Description des régimes

La Société a un certain nombre de régimes à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, qui garantissent à tous les salariés le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi.

Les employés de la Société sont les participants actifs d'un des deux régimes à prestations déterminées de la Société. Les employés couverts par l'accréditation du Syndicat du transport de Montréal (CSN) cotisent au Régime de retraite de la Société de transport de Montréal (CSN) (« Régime CSN ») alors que les autres employés cotisent au Régime de retraite de la Société de transport de Montréal (1992) (« Régime 1992 »). Ces deux régimes investissent dans des unités de la Fiducie Globale des Régimes de retraite de la Société de transport de Montréal (Fiducie Globale) qui en administre les fonds provenant de ces deux régimes de retraite.

Les cotisations sont prélevées sur le salaire de base à raison de 6 % pour les employés et 12 % pour la Société moins sa part des cotisations au Régime des rentes du Québec (« RRQ »).

Les prestations versées au titre des services sont égales à 2 % du salaire moyen pour les trois années consécutives les mieux rémunérées, multiplié par le nombre d'années de service avec participation et ne peuvent excéder 70 % de ce salaire moyen.

L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2005. La prochaine évaluation effectuée en date du 31 décembre 2008 n'est toujours pas disponible lors de la publication des présents états financiers en raison d'un nouveau projet de loi modifiant la *Loi sur les régimes complémentaires* de retraite qui devrait être adopté le 30 avril 2010.

Pour le Régime 1992 et pour le Régime CSN, l'employeur ne peut utiliser le surplus de façon unilatérale afin d'abaisser ses cotisations. En effet, une entente avec les employés doit survenir afin de déterminer l'utilisation des surplus. Une portion des surplus est réservée au financement des bénéfices futurs (la réserve). Ainsi, l'avantage futur escompté est nul, ce qui donne lieu à la comptabilisation d'une provision pour moins-value qui est portée en diminution de l'actif au titre des prestations constituées. Au 31 décembre 2009, la provision pour moins-value s'élève à 357,2 M\$ (460,1 M\$ en 2008).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

17. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

Advenant que le Régime 1992 soit dans une situation de déficit de capitalisation ou d'insolvabilité, des cotisations additionnelles devraient être versées au régime dans l'ordre suivant en tenant compte de la clause dite « banquier » :

- La Société n'a plus droit au congé de contribution calculé sur l'exemption selon la cotisation RRQ;
- La Société verse une cotisation additionnelle suffisante pour couvrir l'amortissement du déficit jusqu'à concurrence des congés de contribution de 2000 à 2002;
- Le solde de l'amortissement du déficit, s'il y a lieu, est comblé à parts égales par la Société et les employés jusqu'à concurrence d'un taux de 9 % du salaire admissible pour la portion des employés;
- Lorsque la situation de déficit de capitalisation ou d'insolvabilité sera résorbée et que le régime présentera de nouveau des surplus non requis pour sa capitalisation, la Société pourra récupérer les cotisations additionnelles versées, capital et intérêts.

Au cours de l'exercice financier 2009, la Société a perdu son droit au congé partiel de cotisation suite aux répercussions de la crise financière de 2008. Au 31 décembre 2009, comme elle a cependant un avantage futur escompté de 13,2 M\$ (dont le plafond s'élève approximativement à 118,0 M\$ excluant les intérêts), la charge comptable demeure sensiblement la même qu'en 2008 et un débiteur équivalent à l'avantage futur escompté est inclus au poste « Passif au titre des avantages sociaux futurs ».

Le Régime CSN ne bénéficie pas d'une « clause banquier ». Donc, dans une situation de déficit actuariel ou d'insolvabilité, des cotisations additionnelles devront être versées au régime à parts égales par la Société et les employés jusqu'à concurrence d'un taux de 9 % du salaire admissible pour la portion des employés.

Les employés de la Société bénéficient également d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi qui comprennent notamment l'assurance-vie, la couverture de soins de santé, des banques de congés de maladie, un régime de continuation de salaire temporaire durant l'invalidité, des régimes complémentaires aux prestations versées par la CSST, des prestations de maternité et parentales ainsi que le maintien des protections d'assurance lors de certaines absences prolongées. Ces avantages varient dépendamment du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé.

La Société évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs du régime pour les besoins de la comptabilité au 31 décembre de chaque année.

b) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état de la situation financière

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Régimes de retraite | Autres régimes | Régimes de retraite | Autres régimes |
| Valeur actuarielle des actifs des régimes | 3 139 951 | - | 3 266 758 | - |
| Obligation au titre des prestations constituées | (2 857 557) | (119 608) | (2 943 138) | (97 636) |
| Situation de capitalisation (déficit) | 282 394 | (119 608) | 323 620 | (97 636) |
| Pertes actuarielles (gains actuariels) non amortis | 174 982 | 14 757 | 127 726 | (3 489) |
| Actif (passif) au titre des prestations constituées | 457 376 | (104 851) | 451 346 | (101 125) |
| Provision pour moins-value | (357 158) | - | (460 080) | - |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | 100 218 | (104 851) | (8 734) | (101 125) |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

17. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

c) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---------------------|------------------|---------------------|-----------------|
| | Régimes de retraite | Autres régimes | Régimes de retraite | Autres régimes |
| Obligation au titre des prestations constituées | (11 377) | (119 608) | (10 057) | (97 636) |
| Valeur actuarielle des actifs des régimes | 1 117 | - | 1 046 | - |
| Déficit de capitalisation | (10 260) | (119 608) | (9 011) | (97 636) |

d) Valeur actuarielle des actifs des régimes

| | 2009 | | 2008 | |
|--|---------------------|----------------|---------------------|----------------|
| | Régimes de retraite | Autres régimes | Régimes de retraite | Autres régimes |
| Solde au début de l'exercice | 3 266 758 | - | 3 348 589 | - |
| Cotisations de l'exercice | 79 995 | 6 310 | 59 982 | 6 039 |
| Rendement prévu des actifs des régimes | 201 015 | - | 206 518 | - |
| Prestations versées | (180 118) | (6 310) | (147 590) | (6 039) |
| Perte survenue dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes | (227 699) | - | (200 741) | - |
| Solde à la fin de l'exercice | 3 139 951 | - | 3 266 758 | - |
| Juste valeur des actifs des régimes | 2 996 610 | - | 2 818 612 | - |

e) Obligation au titre des prestations constituées

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---------------------|----------------|---------------------|----------------|
| | Régimes de retraite | Autres régimes | Régimes de retraite | Autres régimes |
| Solde au début de l'exercice | 2 943 138 | 97 636 | 2 741 115 | 95 114 |
| Coût des services rendus au cours de l'exercice | 82 987 | 5 892 | 78 804 | 5 711 |
| Coût des services passés | - | - | 123 970 | - |
| Prestations versées | (180 118) | (6 310) | (147 590) | (6 039) |
| Intérêts débiteurs sur l'obligation | 180 769 | 4 949 | 169 018 | 4 833 |
| Perte (gain) survenu dans l'exercice sur l'obligation | (169 219) | 17 441 | (22 179) | (1 983) |
| Solde à la fin de l'exercice | 2 857 557 | 119 608 | 2 943 138 | 97 636 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

17. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

f) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

| | 2009 | | 2008 | |
|--|---------------------|----------------|---------------------|----------------|
| | Régimes de retraite | Autres régimes | Régimes de retraite | Autres régimes |
| Coût des services rendus au cours de l'exercice | 82 987 | 5 892 | 78 804 | 5 711 |
| Coût des services passés | - | - | 123 970 | - |
| Cotisations des employés | (28 237) | - | (24 833) | - |
| Gains actuariels non amortis constatés en diminution du coût des services passés | - | - | (123 767) | - |
| Amortissement des pertes (gains) actuariels | 11 224 | (805) | (16 759) | (609) |
| Charge au titre des avantages de retraite | 65 974 | 5 087 | 37 415 | 5 102 |
| Intérêts débiteurs sur l'obligation | 180 769 | 4 949 | 169 018 | 4 833 |
| Rendement prévu des actifs des régimes | (201 015) | - | (206 518) | - |
| Charge (revenu) d'intérêt | (20 246) | 4 949 | (37 500) | 4 833 |
| Variation de la provision pour moins-value | (102 922) | - | 35 848 | - |
| Charge totale | (57 194) | 10 036 | 35 763 | 9 935 |

g) Principales hypothèses actuarielles (taux pondérés)

Les principales hypothèses actuarielles utilisées dans le cadre des évaluations actuarielles réalisées au cours de la période du 31 décembre 2008 au 31 décembre 2009 sont les suivantes :

| | 2009 | | 2008 | |
|---|---------------------|----------------|---------------------|----------------|
| | Régimes de retraite | Autres régimes | Régimes de retraite | Autres régimes |
| Taux d'actualisation | 6,88 % | 5,00 % | 6,25 % | 5,00 % |
| Taux de rendement prévu des actifs des régimes | 6,90 % | - | 6,25 % | - |
| Taux de croissance des salaires | 2,50 % | 3,25 % | 2,99 % | 3,25 % |
| Taux initial de croissance du coût des soins de santé | - | 9,22 % | - | 9,53 % |
| Taux ultime de croissance du coût des soins de santé | - | 5,04 % | - | 5,10 % |
| Année où le taux devrait se stabiliser | - | 2025 | - | 2016 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

18. IMMOBILISATIONS

| Coût | Solde au début | Augmentation | Cession/ Radiation | Solde à la fin |
|--|----------------|--------------|-----------------------|----------------|
| Terrains | 7 352 | - | - | 7 352 |
| Immeubles | 184 026 | 82 204 | - | 266 230 |
| Réseau initial et prolongements du métro | 1 454 836 | 84 | - | 1 454 920 |
| Améliorations aux infrastructures du métro | 541 473 | 169 767 | 18 | 711 222 |
| Infrastructures locales | 12 184 | 2 371 | - | 14 555 |
| Infrastructures régionales | 11 499 | - | - | 11 499 |
| Matériel roulant - bus | 690 333 | 90 095 | 41 112 | 739 316 |
| Matériel roulant - minibus | 11 530 | 1 483 | 2 326 | 10 687 |
| Matériel roulant - autres | 34 172 | 2 769 | 436 | 36 505 |
| Améliorations locatives | 7 170 | - | 7 170 | - |
| Équipements de bureau et logiciels | 97 148 | 54 358 | 21 422 | 130 084 |
| Machinerie, outillage et équipements | 164 185 | 24 082 | 44 748 | 143 519 |
| | 3 215 908 | 427 213 | 117 232 | 3 525 889 |
| Immobilisations en cours | 428 681 | (59 040) | - | 369 641 |
| | 3 644 589 | 368 173 | 117 232 | 3 895 530 |
| Amortissement cumulé | | | | |
| Immeubles | 81 244 | 4 127 | - | 85 371 |
| Réseau initial et prolongements du métro | 1 251 101 | 10 648 | - | 1 261 749 |
| Améliorations aux infrastructures du métro | 97 175 | 23 076 | 18 | 120 233 |
| Infrastructures locales | 4 035 | 362 | - | 4 397 |
| Infrastructures régionales | 9 101 | 440 | - | 9 541 |
| Matériel roulant - bus | 347 330 | 55 475 | 38 908 | 363 897 |
| Matériel roulant - minibus | 7 765 | 1 719 | 2 326 | 7 158 |
| Matériel roulant - autres | 20 744 | 3 158 | 420 | 23 482 |
| Améliorations locatives | 7 170 | - | 7 170 | - |
| Équipements de bureau et logiciels | 47 388 | 10 219 | 21 422 | 36 185 |
| Machinerie, outillage et équipements | 65 837 | 10 426 | 44 748 | 31 515 |
| | 1 938 890 | 119 650 | 115 012 | 1 943 528 |
| Valeur comptable nette | 1 705 699 | | | 1 952 002 |

Des intérêts pour un montant de 310 \$ (3 304 \$ en 2008) ont été capitalisés au coût des immobilisations en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

19. AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS

| | 2009 | 2008 |
|---|---------------|---------------|
| Dépôts pour l'achat de bus | 17 248 | 16 314 |
| Frais payés d'avance | 810 | 1 310 |
| Frais d'émission de la dette à long terme | 4 775 | 170 |
| Autres | 1 066 | 3 325 |
| | 23 899 | 21 119 |

20. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Variation nette des éléments hors caisse

| | 2009 | 2008 |
|---|------------------|-----------------|
| Contribution de l'agglomération de Montréal à recevoir | (18 393) | (9 033) |
| Subventions à recevoir | (57 639) | (62 728) |
| Contributions régionales et des municipalités hors de l'agglomération de Montréal à recevoir | (2 566) | (41) |
| Autres débiteurs | 2 304 | (1 200) |
| Créditeurs et frais courus | 71 124 | 11 002 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs | (105 226) | 4 510 |
| Stocks | (1 036) | (5 443) |
| Autres actifs non financiers (excluant les dépôts pour l'achat de bus et les frais d'émission de la dette à long terme) | 2 759 | (1 702) |
| | (108 673) | (64 635) |

Autres renseignements

| | | |
|--|--------|--------|
| Intérêts payés sur les emprunts temporaires non attribués aux immobilisations en cours | 4 092 | 2 105 |
| Intérêts payés sur la dette à long terme | 54 156 | 44 844 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

21. INSTRUMENTS FINANCIERS

Utilisation d'instruments dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme ainsi que le risque de marchandises sur le prix du carburant. Elle n'a pas recours à des instruments financiers à des fins spéculatives.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2009, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la totalité des emprunts de la Société sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Société est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tierces parties. La Société considère que ces parties seront en mesure de rencontrer leurs obligations puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues ayant une cote de crédit supérieure à la sienne.

Risque de liquidité

La Société considère qu'elle dispose de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir des fonds suffisants pour répondre à ses besoins financiers courants et à plus long terme, et ce, à un coût raisonnable.

Juste valeur

La juste valeur de l'encaisse et placements temporaires, de la contribution de l'agglomération de Montréal à recevoir, des subventions à recevoir autres que les débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme, des contributions régionales et des municipalités hors de l'agglomération de Montréal à recevoir, des autres débiteurs, des emprunts temporaires et des créditeurs et frais courus se rapprochent de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

| | 2009 | | 2008 | |
|--|--------------|------------------|--------------|------------------|
| | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable |
| Placements du fonds d'amortissement | 173 164 | 169 177 | 158 755 | 155 334 |
| Débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme | 577 734 | 558 353 | 383 969 | 374 710 |
| Dette à long terme | 1 222 433 | 1 181 848 | 909 229 | 887 303 |

La juste valeur des placements du fonds d'amortissement correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme ainsi que la juste valeur de la dette à long terme sont fondées essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps de devises et de taux d'intérêt reflète le montant que la Société encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2009, la juste valeur et la valeur comptable des passifs financiers associés aux swaps de devises et de taux d'intérêt se chiffrent à 29,4 M\$ et 27,0 M\$ (22,2 M\$ et 22,2 M\$ en 2008). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

22. ENGAGEMENTS

a) Baux à long terme

La Société s'est engagée à verser une somme de 91,9 M\$ pour des locaux, en vertu de baux à long terme échéant du 31 juillet 2010 au 31 juillet 2023. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 8,0 M\$ pour 2010, 7,7 M\$ pour 2011, 7,6 M\$ pour 2012, 7,7 M\$ pour 2013 et 7,5 M\$ pour 2014.

b) Contrat de service d'un intégrateur en solutions de communication

La Société s'est engagée à verser un montant maximum de 8,0 M\$ pour les années 2009 à 2012. Les trois principaux volets de ce contrat sont composés du système téléphonique corporatif au montant de 4,8 M\$, des services d'accès Internet au montant de 1,4 M\$ et du centre d'appel au montant de 1,8 M\$.

Les versements à venir s'élèvent à 2,0 M\$ annuellement pour les années 2010 à 2012.

c) Contrat d'acquisition de bus urbains

La Société a octroyé deux contrats d'acquisition de bus urbains à plancher surbaissé et un contrat d'acquisition de bus articulés, qui s'échelonnent de 2008 à 2011, dans le cadre d'un processus d'achats unifiés regroupant les membres de l'Association du transport urbain du Québec.

Seul le contrat d'acquisition de remplacement accéléré des bus urbains à plancher surbaissé de première génération prévoit un prix fixe. Les deux autres contrats prévoient une clause d'indexation en fonction de l'indice des prix à la consommation et l'indice des prix de l'industrie ainsi que sur la variation du taux de change américain (US) et du taux de change européen (EURO) pour la portion du coût d'un bus à contenu américain et/ou européen. À titre indicatif, dans le cas du contrat de bus à plancher surbaissé, le contenu américain représente 29 % du coût de base alors que le contenu européen en représente 9 %, tandis que dans le cas du contrat de bus articulés, le contenu américain représente 23 % et l'europpéen 6 %. Les sociétés ont la possibilité de diminuer les quantités commandées de 10 % ou de les augmenter de 20 %.

Pour les bus urbains à plancher surbaissé, le nombre attribuable à la Société est de 305 bus pour une valeur de 144,2 M\$ dont le solde résiduel est de 40,1 M\$ au 31 décembre 2009. Les sommes relatives aux livraisons à venir s'échelonnent comme suit : 23,1 M\$ en 2010 et 17,0 M\$ en 2011.

Pour les bus à plancher surbaissé (remplacement accéléré), le nombre attribuable à la Société est de 410 bus pour une valeur de 204,5 M\$ dont le solde résiduel est de 178,8 M\$ au 31 décembre 2009. Les sommes relatives aux livraisons à venir s'échelonnent comme suit : 113,7 M\$ en 2010 et 65,1 M\$ en 2011.

Pour les bus articulés, le nombre attribuable à la Société est de 202 bus pour une valeur de 158,1 M\$ dont le solde résiduel est de 124,2 M\$ au 31 décembre 2009. Les sommes relatives aux livraisons à venir s'échelonnent comme suit : 75,2 M\$ en 2010 et 49,0 M\$ en 2011.

d) Programme de maintien du patrimoine des équipements fixes du métro

La Société a signé un contrat avec une firme d'ingénieurs pour un montant de 83,8 M\$ en 2007 dont le solde résiduel en 2009 est de 20,2 M\$ afin d'opérer un bureau de projets responsable de la réalisation du programme de maintien du patrimoine des équipements fixes du métro. Les versements prévus sont de 16,1 M\$ pour 2010 et de 4,1 M\$ pour 2011.

e) Commande centralisée du métro

La Société a également signé un contrat portant sur l'ensemble des systèmes de télécommunication du métro avec une autre firme d'ingénieurs pour un montant de 135,1 M\$ dont le solde résiduel en 2009 est de 50,7 M\$. Les versements prévus sont de 17,1 M\$ en 2010, 16,8 M\$ en 2011 et 2012.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

22. ENGAGEMENTS (SUITE)

f) Contrat d'entretien d'équipements et du système de vente et perception

Dans le cadre du projet de renouvellement du système et des équipements de vente et de perception, la Société a octroyé un contrat pour l'entretien des logiciels du système et des équipements. Les versements des prochains exercices sont de 2,4 M\$ de 2010 à 2012, 2,1 M\$ pour 2013 et de 0,5 M\$ pour 2014.

g) Contrat d'approvisionnement en carburant

La Société a négocié un contrat d'approvisionnement en carburant auprès d'un fournisseur, lequel comporte une durée prédéterminée. Afin de se prémunir des variations de prix, la Société a négocié des ententes (contrats de swaps) avec des institutions financières. Pour la durée totale de ces ententes, soit de janvier 2008 à décembre 2012, la Société s'est engagée à acheter une quantité de 153,3 M de litres à un prix fixe qui représentera une somme d'environ 102,7 M\$.

Au 31 décembre 2009, le solde de l'engagement de la Société s'élève à 92,2 M de litres pour une somme de 62,0 M\$.

23. ÉVENTUALITÉS

a) Réclamations éventuelles

Le total des montants réclamés par les parties demandresses s'établit à 68,8 M\$. Ces réclamations sont constituées, entre autres, de deux recours collectifs totalisant 65,3 M\$ provenant d'usagers lésés lors des grèves de 2003 et 2007. Quant au solde des réclamations de 3,5 M\$, il est constitué de recours entrepris par des personnes morales et physiques en matière contractuelle et extracontractuelle. Au 31 décembre 2009, la Société a provisionné un montant jugé suffisant relatif à ces réclamations.

b) Obligations environnementales

La Société, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (2002, chapitre 11). Il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter des terrains. La Société ne peut présentement établir le coût des mesures à apporter.

c) Cession des biens relatifs au prolongement du métro sur le territoire de la Ville de Laval

Le 28 avril 2007, l'AMT a cédé à titre gratuit à la Société les biens relatifs au prolongement du métro sur le territoire de la Ville de Laval en vertu de l'article 47 de la *Loi sur l'Agence métropolitaine de transport* (« l'entente de cession du 28 avril 2007 »). Le 21 décembre 2007, cette cession a été annulée conditionnellement à ce qu'une nouvelle entente soit négociée entre les parties avant le 28 février 2008 (« l'entente de rétrocession du 21 décembre 2007 »).

L'échéance de l'entente de rétrocession du 21 décembre 2007 a été reportée de nouveau au 30 juin 2010.

L'objectif de ce report est de permettre la cession desdits biens ainsi que de la dette afférente selon des modalités qui n'auront aucun impact financier pour les deux parties. Donc, si l'entente se concrétise, la Société deviendra propriétaire des actifs et de la dette correspondant au prolongement du métro sur le territoire de la Ville de Laval, sans toutefois avoir à rembourser ladite dette puisqu'elle sera entièrement subventionnée par le ministère des Transports du Québec.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 décembre 2009

23. ÉVENTUALITÉS (SUITE)

Ce transfert aurait pour effet d'augmenter les actifs de la Société d'un montant d'environ 1 355,2 M\$ excluant les taxes, soit 677,6 M\$ à titre d'immobilisations et à titre de débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme, ainsi que d'augmenter le passif de 677,6 M\$ à titre de dette à long terme, le solde affectant l'excédent accumulé.

Advenant qu'aucune entente ne soit conclue en date du 30 juin 2010 et qu'aucun autre report ne soit alloué à cette date, la Société deviendra propriétaire uniquement des actifs tel que stipulé dans l'entente de cession du 28 avril 2007.

24. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR

Le 10 mars 2010, la Société a conclu une entente portant sur l'ensemble des systèmes de télécommunication du métro (commande centralisée) qui était en négociation à la fin de l'exercice 2009. Cette entente est un avenant à un contrat existant et couvre à la fois des travaux qui ont eu lieu avant le 31 décembre 2009 ainsi que des travaux en régie contrôlée qui auront lieu au cours des trois prochains exercices. Les dépenses encourues à date ainsi que celles à venir sont admissibles à une subvention en vertu du programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP).

Cette entente a donné lieu à la comptabilisation d'immobilisations en cours ainsi que d'un passif correspondant de 40,1M\$, d'un revenu de subvention et d'une subvention à recevoir de 30,1 M\$ ainsi que d'un engagement contractuel de 50,7 M\$ au 31 décembre 2009.

25. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été redressés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée au cours de l'exercice.

26. OPINION DES VÉRIFICATEURS

L'opinion des vérificateurs ne porte pas sur les informations complémentaires et sur le budget.

TABLEAU 1 - EXCÉDENT ACCUMULÉ

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | 2009 | 2008 |
|---|------------------|------------------|
| Excédent accumulé | | |
| Excédent de fonctionnement non affecté | - | 3 821 |
| Fonds d'amortissement | 169 177 | 155 334 |
| Fonds de roulement | 4 791 | 3 414 |
| Soldes disponibles des règlements d'emprunts fermés | 123 | 123 |
| Financement des investissements en cours | (18 843) | (37 076) |
| Montant à pourvoir dans le futur | (13 460) | (111 597) |
| Investissement net dans les éléments à long terme | 1 309 525 | 1 174 748 |
| | 1 451 313 | 1 188 767 |

Variation des postes de l'excédent accumulé

Excédent de fonctionnement non affecté

L'excédent de fonctionnement non affecté comprend la partie de l'excédent accumulé n'ayant aucune restriction quant à son utilisation.

| | 2009 | 2008 |
|--|----------|--------------|
| Solde au début de l'exercice | 3 821 | 1 582 |
| Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | - | 3 821 |
| Affectation aux activités de fonctionnement | (3 821) | (1 582) |
| Solde à la fin de l'exercice | - | 3 821 |

Fonds d'amortissement

Le fonds d'amortissement est composé des sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme et des revenus d'intérêts procurés par ces sommes.

| | 2009 | 2008 |
|--|----------------|----------------|
| Solde au début de l'exercice | 155 334 | 117 012 |
| Contribution des activités de fonctionnement, incluant les intérêts de 7,1 M\$ (6,0 M\$ en 2008) | 58 896 | 65 467 |
| Remboursement de la dette à long terme | (45 053) | (27 145) |
| Solde à la fin de l'exercice | 169 177 | 155 334 |

Fonds de roulement

Ce fonds est composé du capital non engagé qui est réservé à l'acquisition de certaines immobilisations.

| | 2009 | 2008 |
|---|--------------|--------------|
| Solde au début de l'exercice | 3 414 | 2 037 |
| Contributions des activités de fonctionnement | 1 377 | 1 377 |
| Solde à la fin de l'exercice | 4 791 | 3 414 |

TABLEAU 1 - EXCÉDENT ACCUMULÉ

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

Soldes disponibles des règlements d'emprunts fermés

Ce poste représente l'ensemble des sommes disponibles à la suite de la fermeture des règlements d'emprunts.

| | 2009 | 2008 |
|--|------------|------------|
| Solde au début de l'exercice | 123 | 1 196 |
| Utilisation des activités d'investissement | - | (1 073) |
| Solde à la fin de l'exercice | 123 | 123 |

Financement des investissements en cours

Le financement des investissements en cours correspond aux acquisitions d'immobilisations n'ayant pas encore fait l'objet d'un financement.

| | 2009 | 2008 |
|---|-----------------|-----------------|
| Solde au début de l'exercice | (37 076) | 68 861 |
| Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales | 18 233 | (105 937) |
| Solde à la fin de l'exercice | (18 843) | (37 076) |

Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond au solde net des charges constatées à l'état des résultats qui feront l'objet d'un virement à l'état de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales dans le futur. Le montant à pourvoir résulte des éléments suivants :

- Passifs salariaux :

Application des mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1^{er} janvier 2000 (congés de maladie et vacances amortis sur une période maximale de 20 ans).

- Avantages sociaux futurs :

Application des mesures d'allègements liés aux avantages sociaux futurs (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2023).

| | 2009 | 2008 |
|-------------------------------------|------------------|------------------|
| Solde au début de l'exercice | | |
| Passifs salariaux | (12 574) | (14 194) |
| Avantages sociaux futurs | (99 023) | (99 023) |
| | (111 597) | (113 217) |
| Diminution de l'exercice | | |
| Passifs salariaux | 1 718 | 1 620 |
| Avantages sociaux futurs | 96 419 | - |
| | 98 137 | 1 620 |
| Solde à la fin de l'exercice | | |
| Passifs salariaux | (10 856) | (12 574) |
| Avantages sociaux futurs | (2 604) | (99 023) |
| | (13 460) | (111 597) |

TABLEAU 1 - EXCÉDENT ACCUMULÉ

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

Investissement net dans les éléments à long terme

L'investissement net dans les éléments à long terme est composé des placements à long terme et de la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la dette reliée à ces immobilisations et augmentée des placements du fonds d'amortissement et des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme.

| | 2009 | 2008 |
|--|------------------|------------------|
| Solde au début de l'exercice | 1 174 748 | 968 117 |
| Activités d'investissement | | |
| Acquisition d'immobilisations | 368 173 | 316 673 |
| Financement | (149 263) | (6 560) |
| | 218 910 | 310 113 |
| Activités de fonctionnement | | |
| Immobilisations | (121 870) | (102 708) |
| Financement | 37 737 | (774) |
| | (84 133) | (103 482) |
| Solde à la fin de l'exercice | 1 309 525 | 1 174 748 |
| Composition | | |
| Éléments d'actif | | |
| Placements à long terme | 999 | 999 |
| Débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme | 558 353 | 374 710 |
| Immobilisations | 1 952 002 | 1 705 699 |
| | 2 511 354 | 2 081 408 |
| Éléments de passif | | |
| Dette à long terme | (1 181 848) | (887 303) |
| Dette en cours de refinancement | (11 010) | (10 529) |
| Activités de fonctionnement à financer | (8 971) | (8 828) |
| | (1 201 829) | (906 660) |
| | 1 309 525 | 1 174 748 |

TABLEAU 2 - ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | 2009 | 2008 |
|--|----------------|----------------|
| Dette à long terme | | |
| Obligations et emprunts bancaires | 1 181 848 | 887 303 |
| Ajouter | | |
| Activités d'investissement à financer | 18 843 | 37 076 |
| Activités de fonctionnement à financer | 8 971 | 8 828 |
| Dette en cours de refinancement | 11 010 | 10 529 |
| Déduire | | |
| Montants accumulés au fonds d'amortissement | (169 177) | (155 334) |
| Débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme | (558 353) | (374 710) |
| ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME | 493 142 | 413 692 |

L'endettement total net à long terme représente la dette totale à la charge de la Société compte tenu de la participation de ses partenaires. On peut s'attendre à une tendance à la hausse de cet indicateur au cours des prochains exercices afin de refléter clairement l'investissement massif requis de plus de 10 milliards de dollars sur une période de 10 ans qui permettra de renouveler les infrastructures vieillissantes de la Société. Cet accroissement de l'endettement sera potentiellement atténué, soit par des subventions dont les taux par projet seront plus élevés que par le passé, soit par une diminution des émissions de nouvelles dettes à long terme en raison du financement au comptant de certains projets, grâce à des programmes d'aide gouvernementale tel que la deuxième phase du programme de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL).

**INFORMATIONS
COMPLÉMENTAIRES
NON VÉRIFIÉES**

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | | 2009 | 2008 | 2007 |
|---|------------------|------------------|--------------|--------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations | Réalisations |
| Revenus | | | | |
| Revenus-clients | 464 309 | 463 187 | 444 717 | 415 655 |
| Contribution de l'agglomération de Montréal | 332 000 | 332 000 | 301 700 | 277 038 |
| Subventions | 102 133 | 94 760 | 74 829 | 55 400 |
| Contribution régionales et des municipalités hors de l'agglomération de Montréal | 61 516 | 58 617 | 57 536 | 57 291 |
| Nouvelles sources de revenus | 38 000 | - | - | - |
| Excédent (déficit) reporté | 4 000 | 3 821 | 1 582 | (13 606) |
| Autres revenus | 26 702 | 28 809 | 26 412 | 25 376 |
| | 1 028 660 | 981 194 | 906 776 | 817 154 |
| Charges | | | | |
| Rémunération | 664 134 | 657 813 | 615 538 | 584 135 |
| Énergie, taxes et permis | 108 857 | 93 980 | 85 718 | 76 529 |
| Services professionnels | 60 956 | 67 742 | 61 610 | 43 268 |
| Matériel et fournitures | 48 350 | 51 252 | 48 672 | 43 807 |
| Location | 8 348 | 8 302 | 8 212 | 8 160 |
| Intérêts et frais de financement | 110 173 | 103 538 | 88 100 | 76 504 |
| Dépenses diverses | 27 842 | 17 510 | 17 105 | 12 169 |
| | 1 028 660 | 1 000 137 | 924 955 | 844 572 |
| Déficit de fonctionnement à des fins fiscales avant contribution additionnelle de l'agglomération de Montréal | - | (18 943) | (18 179) | (27 418) |
| Contribution additionnelle de l'agglomération de Montréal | - | 18 943 | 22 000 | 29 000 |
| Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | - | - | 3 821 | 1 582 |

REVENUS PAR NATURE

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | | 2009 | 2008 | 2007 |
|---|---------|--------------|--------------|--------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations | Réalisations |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| REVENUS-CLIENTS | | | | |
| Service bus et métro | | | | |
| Ordinaire | | | | |
| Espèces | 58 316 | 66 005 | 56 748 | 50 967 |
| Billets | 78 053 | 72 491 | 72 996 | 71 876 |
| CAM | 169 275 | 171 278 | 161 068 | 148 744 |
| CAM hebdo | 29 621 | 27 960 | 28 646 | 27 146 |
| | 335 265 | 337 734 | 319 458 | 298 733 |
| Réduit | | | | |
| Espèces | 3 442 | 3 003 | 3 465 | 3 839 |
| Billets | 14 413 | 10 725 | 14 807 | 13 993 |
| CAM | 59 638 | 58 637 | 57 948 | 57 262 |
| CAM hebdo | 2 549 | 1 718 | 2 491 | 2 437 |
| | 80 042 | 74 083 | 78 711 | 77 531 |
| | 415 307 | 411 817 | 398 169 | 376 264 |
| Cartes touristiques | 1 572 | 2 463 | 1 690 | 1 352 |
| Attribution des revenus relatifs aux trains de banlieue | 800 | 877 | 720 | 691 |
| | 417 679 | 415 157 | 400 579 | 378 307 |
| Service de transport adapté | 2 727 | 2 686 | 2 325 | 2 144 |
| Revenus régionaux | 43 903 | 45 344 | 41 813 | 35 204 |
| | 464 309 | 463 187 | 444 717 | 415 655 |
| CONTRIBUTION DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL | | | | |
| Contribution de base | 332 000 | 332 000 | 301 700 | 277 038 |
| Contribution additionnelle | - | 18 943 | 22 000 | 29 000 |
| | 332 000 | 350 943 | 323 700 | 306 038 |
| SUBVENTIONS | | | | |
| Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes (PAGTCP) | 36 045 | 29 675 | 25 804 | 19 024 |
| Programme d'amélioration des services de transport en commun (PASTEC) | 29 098 | 29 724 | 16 558 | 5 086 |
| Service de transport adapté | 36 990 | 34 779 | 32 467 | 30 793 |
| Autres | - | 582 | - | 497 |
| | 102 133 | 94 760 | 74 829 | 55 400 |
| Solde à reporter | 898 442 | 908 890 | 843 246 | 777 093 |

REVENUS PAR NATURE

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | | 2009 | 2008 | 2007 |
|---|-----------|--------------|--------------|--------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations | Réalisations |
| Solde reporté | 898 442 | 908 890 | 843 246 | 777 093 |
| CONTRIBUTIONS RÉGIONALES ET DES MUNICIPALITÉS HORS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL | | | | |
| Contributions régionales | | | | |
| Reliées aux déplacements sur le réseau du métro | 46 933 | 45 073 | 43 933 | 44 260 |
| Reliées aux déplacements sur les lignes de bus métropolitaines | 5 609 | 5 447 | 5 714 | 5 504 |
| Reliées aux équipements et infrastructures | 1 233 | 1 207 | 1 267 | 1 296 |
| Intégration tarifaire | 2 348 | 1 497 | 2 286 | 2 292 |
| | 56 123 | 53 224 | 53 200 | 53 352 |
| Contribution des municipalités hors de l'agglomération de Montréal | 5 393 | 5 393 | 4 336 | 3 939 |
| | 61 516 | 58 617 | 57 536 | 57 291 |
| NOUVELLES SOURCES DE REVENUS | 38 000 | - | - | - |
| AUTRES REVENUS | 31 739 | 34 769 | 30 225 | 32 031 |
| INVESTISSEMENT | | | | |
| CONTRIBUTION DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL | | | | |
| Contribution pour les immobilisations via le programme de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) | 5 703 | 8 483 | 10 417 | 16 544 |
| SUBVENTIONS | | | | |
| Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes (PAGTCP) | 368 933 | 169 039 | 102 081 | 235 476 |
| Programme d'amélioration des services de transport en commun (PASTEC) | 12 847 | - | 20 299 | - |
| Programme de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) | 31 090 | 46 246 | 56 816 | 90 168 |
| Programme d'amélioration de la sécurité dans les transports (Sûreté-transit) | 8 342 | 6 523 | 5 842 | - |
| Programme de démonstration en transport urbain (PDTU) | - | 66 | 1 375 | - |
| Programme de travaux d'infrastructures Canada-Québec (TICQ) | - | - | - | 16 547 |
| | 421 212 | 221 874 | 186 413 | 342 191 |
| | 1 456 612 | 1 232 633 | 1 127 837 | 1 225 150 |

CHARGES PAR NATURE

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | | 2009 | 2008 | 2007 |
|-----------------------------------|------------------|------------------------------|--------------|--------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations | Réalisations |
| Rémunération | 658 215 | 558 701^(a) | 618 528 | 581 192 |
| Biens et services | | | | |
| Énergie, taxes et permis | 110 270 | 90 589 | 81 820 | 73 521 |
| Services professionnels | 65 375 | 67 210 | 64 594 | 43 078 |
| Matériel et fournitures | 48 350 | 50 371 | 46 593 | 43 780 |
| Location | 8 348 | 7 136 | 7 637 | 8 082 |
| Intérêts et frais de financement | 71 507 | 61 058 | 47 747 | 41 492 |
| Amortissement des immobilisations | 90 217 | 119 650 | 100 400 | 94 249 |
| Dépenses diverses | 27 842 | 15 372 | 17 339 | 12 169 |
| | 421 909 | 411 386 | 366 130 | 316 371 |
| | 1 080 124 | 970 087 | 984 658 | 897 563 |

^(a) Voir la section « Analyse des états financiers - Excédent de fonctionnement à des fins fiscales » sous la rubrique « Charges ».

CHARGES PAR FONCTION

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | | 2009 | 2008 | 2007 |
|---|----------------|----------------|--------------|--------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations | Réalisations |
| EXPLOITATION DES RÉSEAUX | | | | |
| Réseau des bus | | | | |
| Rémunération | 320 262 | 323 997 | 305 935 | 289 789 |
| Biens et services | 67 304 | 67 642 | 57 244 | 51 053 |
| | 387 566 | 391 639 | 363 179 | 340 842 |
| Réseau du métro | | | | |
| Rémunération | 167 040 | 162 028 | 154 904 | 143 359 |
| Biens et services | 44 870 | 45 503 | 43 726 | 39 199 |
| | 211 910 | 207 531 | 198 630 | 182 558 |
| Transport adapté ^(a) | | | | |
| Rémunération | 19 469 | 20 447 | 18 944 | 17 666 |
| Biens et services | 31 364 | 26 839 | 24 509 | 22 941 |
| | 50 833 | 47 286 | 43 453 | 40 607 |
| | 650 309 | 646 456 | 605 262 | 564 007 |
| SOUTIEN AUX OPÉRATIONS | | | | |
| Direction et ingénierie | | | | |
| Rémunération | 21 552 | 22 604 | 20 459 | 18 463 |
| Biens et services | 2 708 | 2 673 | 3 884 | 2 538 |
| | 24 260 | 25 277 | 24 343 | 21 001 |
| Surveillance | | | | |
| Rémunération | 11 911 | 10 955 | 9 142 | 14 035 |
| Biens et services | 12 670 | 14 098 | 11 566 | 2 167 |
| | 24 581 | 25 053 | 20 708 | 16 202 |
| Construction et maintien des infrastructures | | | | |
| Rémunération | 23 132 | 20 928 | 20 498 | 20 457 |
| Biens et services | 7 583 | 7 989 | 6 892 | 6 030 |
| | 30 715 | 28 917 | 27 390 | 26 487 |
| | 79 556 | 79 247 | 72 441 | 63 690 |
| SERVICES ADMINISTRATIFS | | | | |
| Gestion des services partagés | | | | |
| Rémunération | 37 558 | 37 619 | 34 382 | 32 899 |
| Biens et services | 18 346 | 17 379 | 16 893 | 13 383 |
| | 55 904 | 54 998 | 51 275 | 46 282 |
| Solde à reporter | 785 769 | 780 701 | 728 978 | 673 979 |

CHARGES PAR FONCTION

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | | 2009 | 2008 | 2007 |
|--|-----------|--------------|--------------|--------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations | Réalisations |
| Solde reporté | 785 769 | 780 701 | 728 978 | 673 979 |
| SERVICES ADMINISTRATIFS (SUITE) | | | | |
| Communication et marketing | | | | |
| Rémunération | 15 426 | 14 455 | 11 538 | 10 565 |
| Biens et services | 8 478 | 8 842 | 8 152 | 5 094 |
| | 23 904 | 23 297 | 19 690 | 15 659 |
| Ressources humaines | | | | |
| Rémunération | 15 341 | 15 322 | 15 060 | 13 494 |
| Biens et services | 2 625 | 4 279 | 3 325 | 2 680 |
| | 17 966 | 19 601 | 18 385 | 16 174 |
| Services corporatifs | | | | |
| Rémunération | 9 257 | 8 380 | 6 878 | 6 306 |
| Biens et services | 2 598 | 2 385 | 1 665 | 1 763 |
| | 11 855 | 10 765 | 8 543 | 8 069 |
| | 53 725 | 53 663 | 46 618 | 39 902 |
| PROJETS SPÉCIAUX | | | | |
| Rémunération | - | 4 801 | 6 055 | 1 817 |
| Biens et services | 19 349 | 4 170 | 7 615 | 2 333 |
| | 19 349 | 8 971 | 13 670 | 4 150 |
| AUTRES DÉPENSES | | | | |
| Rémunération | 17 267 | (82 835) | 14 733 | 12 342 |
| Biens et services | 36 453 | 28 879 | 32 512 | 29 401 |
| | 53 720 | (53 956) | 47 245 | 41 743 |
| FRAIS DE FINANCEMENT | | | | |
| Biens et services | 71 507 | 61 058 | 47 747 | 43 540 |
| AMORTISSEMENT | | | | |
| Biens et services | 90 217 | 119 650 | 100 400 | 94 249 |
| DÉPENSES IMPRÉVUES | | | | |
| Biens et services | 5 837 | - | - | - |
| | 1 080 124 | 970 087 | 984 658 | 897 563 |
| (a) Transport adapté | | | | |
| Service de transport adapté à l'état des résultats | 52 061 | 48 475 | 44 696 | 41 741 |
| Charges incluses aux autres fonctions | (1 228) | (1 189) | (1 243) | (1 134) |
| | 50 833 | 47 286 | 43 453 | 40 607 |

FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | | 2009 | 2008 | 2007 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Budget | Réalisations | Réalisations | Réalisations |
| ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS | (637 960) | (368 173) | (316 673) | (225 240) |
| FINANCEMENT | | | | |
| Gouvernement fédéral | | | | |
| Programme d'amélioration de la sécurité dans les transports (Sûreté-transit) | 8 342 | 6 523 | 5 842 | - |
| Programme de démonstration en transport urbain (PDTU) | - | 66 | 1 375 | - |
| | 8 342 | 6 589 | 7 217 | - |
| Gouvernement provincial | | | | |
| Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes (PAGTCP) | 368 933 | 169 039 | 102 081 | 235 476 |
| Programme d'amélioration des services de transport en commun (PASTEC) | 12 847 | - | 20 299 | - |
| Programme de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) | 31 090 | 46 246 | 56 816 | 90 168 |
| Programme de travaux d'infrastructures Canada-Québec (TICQ) | - | - | - | 16 547 |
| | 412 870 | 215 285 | 179 196 | 342 191 |
| Contribution municipale | | | | |
| Programme de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) | 5 703 | 8 483 | 10 417 | 16 544 |
| Société de transport de Montréal | | | | |
| Financement à long terme des activités d'investissement | 207 175 | 149 263 | 6 560 | 103 773 |
| Affectations des activités de fonctionnement | 1 567 | 6 786 | 6 273 | 5 560 |
| Règlements d'emprunts fermés | 2 303 | - | 1 073 | - |
| Fonds de roulement | - | - | - | 2 542 |
| | 211 045 | 156 049 | 13 906 | 111 875 |
| | 637 960 | 386 406 | 210 736 | 470 610 |
| Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales | - | 18 233 | (105 937) | 245 370 |

DETTE À LONG TERME

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | 2009 | 2008 |
|--|----------------|----------------|
| Obligation, 35 000 \$ | | |
| 5,40 %, échue le 8 avril 2009 ^(a) | - | 9 005 |
| Obligation, 30 000 \$ | | |
| 5,90 %, échue le 6 août 2009 ^(a) | - | 7 470 |
| Obligation, 25 000 \$ | | |
| 6,85 %, échue le 16 février 2009 | - | 2 041 |
| 6,85 %, échéant le 16 février 2010 | 2 186 | 2 186 |
| Obligation, 60 000 \$ | | |
| 5,50 %, échue le 15 novembre 2009 | - | 4 559 |
| 5,70 %, échéant le 15 novembre 2010 | 4 796 | 4 796 |
| 5,75 %, échéant le 15 novembre 2011 | 9 586 | 9 586 |
| Obligation, 40 000 \$ | | |
| 4,80 %, échue le 24 octobre 2009 | - | 3 110 |
| 5,00 %, échéant le 24 octobre 2010 | 3 260 | 3 260 |
| 5,15 %, échéant le 24 octobre 2011 | 3 430 | 3 430 |
| 5,25 %, échéant le 24 octobre 2012 | 9 110 | 9 110 |
| Obligation, 75 000 \$ | | |
| 4,80 %, échue le 6 mai 2009 | - | 5 000 |
| 5,00 %, échéant le 6 mai 2010 | 5 300 | 5 300 |
| 5,15 %, échéant le 6 mai 2011 | 5 700 | 5 700 |
| 5,30 %, échéant le 6 mai 2012 | 6 000 | 6 000 |
| 5,40 %, échéant le 6 mai 2013 | 20 600 | 20 600 |
| Obligation, 42 000 \$ | | |
| 4,15 %, échue le 19 août 2009 | - | 9 070 |
| Obligation, 75 000 \$ | | |
| 3,50 %, échue le 27 avril 2009 | - | 6 900 |
| 3,75 %, échéant le 27 avril 2010 | 7 200 | 7 200 |
| 4,00 %, échéant le 27 avril 2011 | 6 300 | 6 300 |
| 4,15 %, échéant le 27 avril 2012 | 6 500 | 6 500 |
| 4,35 %, échéant le 27 avril 2013 | 6 800 | 6 800 |
| 4,50 %, échéant le 27 avril 2014 | 7 100 | 7 100 |
| 4,60 %, échéant le 27 avril 2015 | 15 100 | 15 100 |
| Obligation, 14 000 \$ | | |
| 4,00 %, échue le 8 novembre 2009 | - | 2 800 |
| 4,00 %, échéant le 8 novembre 2010 | 2 900 | 2 900 |
| 4,00 %, échéant le 8 novembre 2011 | 3 000 | 3 000 |
| Solde à reporter | 124 868 | 174 823 |

DETTE À LONG TERME

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

| | 2009 | 2008 |
|--|------------------|----------------|
| Solde reporté | 124 868 | 174 823 |
| Obligation, 300 000 \$ | | |
| 5,00 %, échéant le 1er décembre 2019 | 300 000 | - |
| Emprunt bancaire, 47 130 \$^(b) | | |
| 5,46 %, échéant le 9 janvier 2012 ^(a) | 47 130 | 47 130 |
| Emprunt bancaire, 75 350 \$^(b) | | |
| 4,74 %, échéant le 7 juin 2017 | 54 252 | 54 252 |
| 4,92 %, échéant le 7 juin 2027 | 21 098 | 21 098 |
| Emprunt bancaire, 84 500 \$^(b) | | |
| 5,85 %, échéant le 29 janvier 2024 | 84 500 | - |
| Emprunt bancaire, 40 000 \$ | | |
| 6,77 %, échu le 9 décembre 2009 ^(a) | - | 40 000 |
| Emprunt bancaire, 100 000 \$ | | |
| 4,71 %, échéant le 21 avril 2014 ^(a) | 100 000 | 100 000 |
| Emprunt bancaire, 75 000 \$ | | |
| 5,22 %, échéant le 22 octobre 2014 ^(a) | 75 000 | 75 000 |
| Emprunt bancaire, 100 000 \$ | | |
| 4,67 %, échéant le 24 février 2016 ^(a) | 60 000 | 60 000 |
| 4,89 %, échéant le 24 février 2021 | 40 000 | 40 000 |
| Emprunt bancaire, 100 000 \$ | | |
| 4,36 %, échéant le 19 janvier 2017 ^(a) | 73 250 | 73 250 |
| 4,55 %, échéant le 19 janvier 2022 | 16 270 | 16 270 |
| 4,60 %, échéant le 19 janvier 2027 | 10 480 | 10 480 |
| Emprunt bancaire, 175 000 \$ | | |
| 5,11 %, échéant le 15 novembre 2017 ^(a) | 128 100 | 128 100 |
| 5,27 %, échéant le 15 novembre 2022 | 17 700 | 17 700 |
| 5,32 %, échéant le 15 novembre 2027 | 29 200 | 29 200 |
| TOTAL | 1 181 848 | 887 303 |
| ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME | 493 142 | 413 692 |

^(a) Tranche à fonds d'amortissement.

^(b) Montant que la Société devra déboursier à l'échéance en vertu de swaps de devises.

RATIOS FINANCIERS

Au 31 décembre 2009

La Société a officialisé les pratiques usuelles de gestion sur lesquelles sont basées ses décisions prises en matière de financement. L'approche est formalisée par l'adoption et la mise en place de politiques dont la politique de gestion de dette et la politique de gestion des risques financiers. La politique de gestion de dette favorise la mise en place de ratios financiers qui servent d'indicateurs à long terme de la santé financière de la Société. Parmi ces indicateurs se retrouvent les ratios d'endettement.

Les trois ratios choisis sont des indicateurs qui permettent d'illustrer l'impact des décisions d'investissement sur la situation financière à long terme de la Société.

Ces ratios doivent être comparés historiquement. Suite à des comparaisons (« benchmarking » international) avec des entreprises de même envergure, la Société a établi des limites pour chacun des ratios. La Société utilise ces derniers afin de démontrer l'impact des décisions prises en matière d'investissement sur sa situation financière.

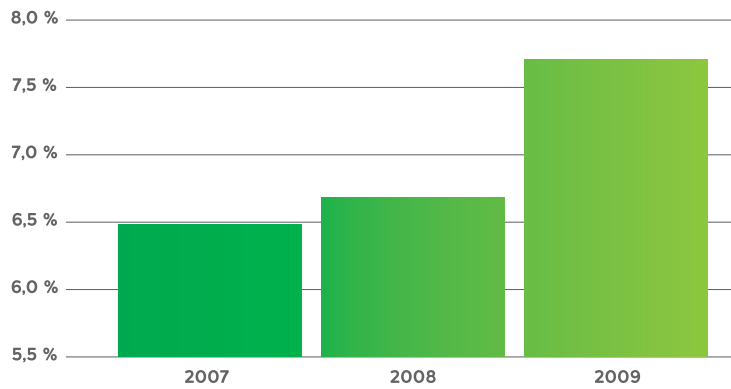
Tous les postes aux états financiers utilisés pour le calcul des ratios ont été ajustés afin qu'ils ne représentent que les charges exclusives à la Société. À cette fin et pour fins de comparaison, tout impact des subventions reliées aux immobilisations a été retranché.

Au 31 décembre 2009, tous les ratios se retrouvent à l'intérieur de la cible visée et sont en deçà des limites fixées par la Société.

RATIOS FINANCIERS

Au 31 décembre 2009

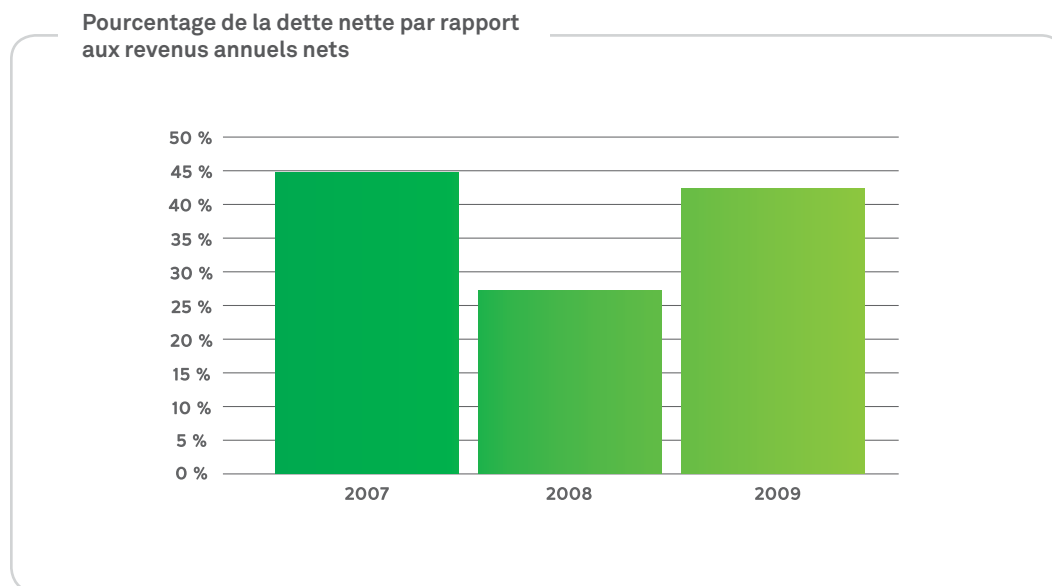
Pourcentage du service de la dette nette par rapport
aux charges d'exploitation nettes



Ce ratio représente la part des charges qui est consacrée au service de dette. Le niveau actuel de ce ratio est de 7,71 %. Ce niveau est inférieur à la limite de 16 % fixée par la Société.

RATIOS FINANCIERS

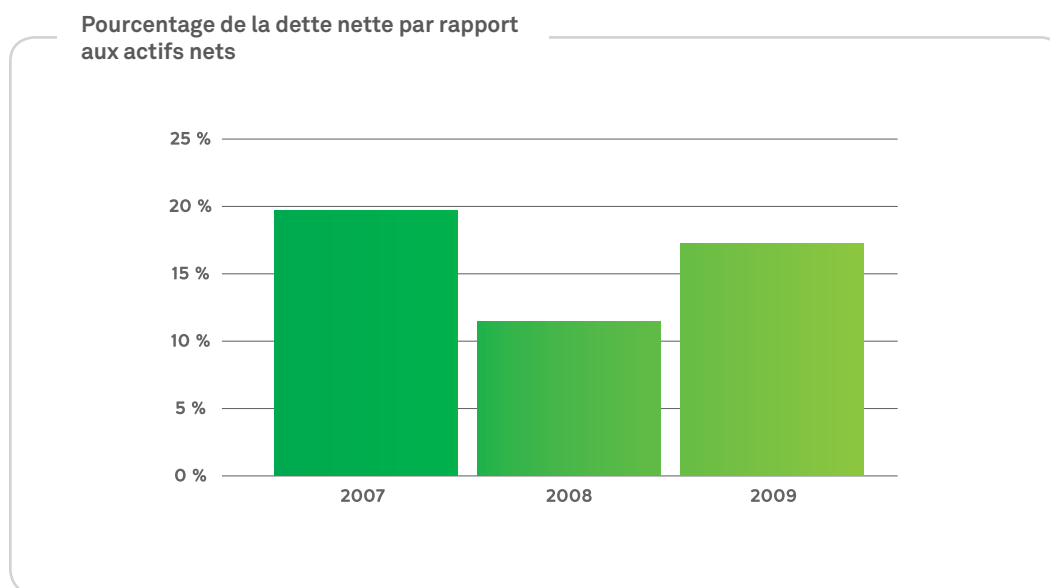
Au 31 décembre 2009



La dette à long terme doit augmenter proportionnellement aux revenus. Le niveau actuel de ce ratio est de 42,36 %. Ce niveau est inférieur à la limite de 100 % fixée par la Société.

RATIOS FINANCIERS

Au 31 décembre 2009



Ce ratio est un indicateur de l'effet de levier utilisé par la Société. Le niveau actuel de ce ratio est de 17,27 %. Ce niveau est inférieur à la limite de 100 % fixée par la Société.

PUBLIÉ PAR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

Service des finances
Division - Gestion financière
800, rue de La Gauchetière Ouest
Bureau 9100
Montréal (Québec) H5A 1J6

www.stm.info

Dépôt légal
Bibliothèque nationale
1^{er} trimestre
This report is available in English



50 %



